Violence et transhumance en Centrafrique : le temps d'agir

Rapport Afrique N°317 | 28 mai 2025

30

1995 · 2025

PREVENTING WAR. SHAPING PEACE.

Headquarters
International Crisis Group
Avenue Louise 235 • 1050 Brussels, Belgium
Tel: +32 2 502 90 38 • brussels@crisisgroup.org

Table des matières

Synthèse i

I. Introduction 1

II. Transhumance et violence : de nouvelles dynamiques 4
- A. Une militarisation de la transhumance 4
- B. Un afflux de transhumants étrangers 6
- C. L'essor problématique du néo-élevage 8

III. Une décennie d'actions publiques aux effets limités 10
- A. Une réponse avant tout sécuritaire 10
- B. Les déficits de la réponse non sécuritaire 12
  1. Des infrastructures et organismes de gestion en déshérence 12
  2. Des manœuvres politiques dangereuses 14
  3. Un cadre législatif peu adapté 15
- C. Des interventions internationales multiples mais peu coordonnées 15
- D. Les enjeux de la transhumance tchado-centrafricaine 17

IV. Vers une transhumance apaisée et sécurisée 19
- A. S'adapter aux nouvelles dynamiques 19
  1. Démilitariser la transhumance 19
  2. S'adapter à la nouvelle démographie des transhumants 20
- B. Repenser la gestion de la transhumance 20
  1. Améliorer l'identification des éleveurs 20
  2. Raviver les mécanismes et les infrastructures de gestion 21
  3. Renforcer la sensibilisation 22
  4. Accélérer la réforme foncière 22
- C. Harmoniser les initiatives internationales 23
- D. Raviver la coopération avec le Tchad 23

V. Conclusion 24

ANNEXES

A. Conflits meurtriers liés à la transhumance en Centrafrique (2016-2025) 25

B. Evénements principaux en RCA entre 2014 et 2025 26

C. Chronologie des conflits liés à la transhumance en RCA, 2016-2025 28

D. A propos de l'International Crisis Group 32

E. Rapports et briefings de Crisis Group sur l'Afrique depuis 2021 33

F. Conseil d'administration du Crisis Group 35

Principales conclusions

Que se passe-t-il ? Dix ans de crise en République centrafricaine (RCA) ont favorisé l'émergence de nouvelles dynamiques dans le secteur de l'élevage, exacerbant les conflits associés à la transhumance. La réponse du gouvernement à ces violences, avant tout sécuritaire, ainsi que les initiatives des ONG et des agences onusiennes n'ont pas produit les résultats escomptés.

En quoi est-ce significatif ? Réduire les violences agropastorales est essentiel pour garantir la stabilité à long terme de la RCA. L'affaiblissement des groupes armés, le retour de l'Etat dans les zones rurales et le réchauffement des relations avec le Tchad offrent aujourd'hui à Bangui une opportunité inédite pour infléchir cette tendance.

Comment agir ? Pour contenir les violences, Bangui devrait réendosser son rôle de régulateur, abandonné dans les années 1990. Avec l'appui de ses partenaires internationaux, les autorités centrafricaines devraient réhabiliter les infrastructures pastorales, lutter contre la prédation à l'encontre des transhumants, et raviver la coopération transfrontalière avec le Tchad.

International Crisis Group

Rapport Afrique de Crisis Group N°317 **28 mai 2025**

Synthèse

Les violences associées à la transhumance constituent l'un des principaux moteurs du conflit en République centrafricaine (RCA), déclenché en 2013 lorsqu'un coup d'Etat a plongé le pays dans une guerre civile. Les nouvelles dynamiques pastorales qui se sont depuis imposées ont rendu les affrontements encore plus meurtriers. Ciblés de toutes parts, les éleveurs se sont armés tandis qu'ont émergé deux puissantes milices prétendant les défendre. Un nombre croissant d'éleveurs étrangers a aussi afflué vers la RCA, dont les pâturages sont parmi les plus riches de la région, alors que des formes d'élevage plus transactionnelles se sont développées. Le redéploiement de l'Etat en province, l'affaiblissement des groupes armés et l'apaisement des relations avec le Tchad offrent aujourd'hui à Bangui une marge de manœuvre inédite pour s'attaquer aux racines de ces violences et instaurer une paix durable. Pour cela, les autorités centrafricaines devraient retrouver leur rôle de régulateur, réhabiliter les infrastructures pastorales, lutter contre la prédation de l'armée et consolider la coopération avec le Tchad dans le secteur de l'élevage.

Régulièrement menacé par des rébellions, Bangui voit la transhumance comme un enjeu sécuritaire. Depuis 2014, l'émergence de deux puissantes milices composées en majorité d'éleveurs – l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) et le groupe Retour, réclamation et réhabilitation (3R) – a renforcé l'amalgame entretenu par le gouvernement entre rebelles et transhumants. Malgré l'accord de paix de 2019 entre l'Etat et les principaux groupes armés, qui ciblait aussi les conflits pastoraux, les violences dans le secteur ont augmenté de plus de moitié entre cette année-là et 2023. De fait, à partir de 2021, alors que l'armée regagnait le contrôle du pays avec l'appui de la Russie et du Rwanda, des militaires ont organisé des réseaux de racket ou de vol de bétail similaires à ceux mis en place par les groupes armés près des couloirs de transhumance. Ces pratiques poussent les éleveurs à déserter ces routes, favorisant le passage du bétail dans les champs des populations sédentaires, au risque de représailles. Elles érodent aussi la confiance des éleveurs envers l'Etat et renforcent la légitimité des groupes armés qui disent les protéger.

Depuis dix ans, les actions publiques visant à résoudre les conflits agropastoraux se sont multipliées, grâce notamment à des financements conséquents des partenaires occidentaux, sans pour autant parvenir à mettre fin au cycle de violence. Si Bangui a renforcé la sensibilisation auprès des populations nomades et sédentaires autour des enjeux liés à la transhumance, les mécanismes de gestion du secteur et les infrastructures situées le long des couloirs empruntés par les éleveurs (comme les services vétérinaires), largement délaissés depuis la fin des années 1990, n'ont toujours pas été réhabilités. Ces structures étaient pourtant essentielles : elles permettaient de réguler l'arrivée des transhumants et d'offrir des services aux éleveurs, en échange de taxes.

Leur absence est rendue encore plus critique par l'augmentation du nombre d'éleveurs étrangers – venant principalement du Tchad et peu informés des réalités et équilibres locaux – et la montée en puissance du néo-élevage. Cette pratique, qui voit des propriétaires de bétail déléguer le transport des troupeaux à des employés pastoraux, est source de nombreux conflits. Les convoyeurs sont souvent armés par

leurs employeurs et subissent une forte pression pour protéger le bétail, tandis que leurs troupeaux, généralement plus volumineux que ceux des éleveurs locaux, sont difficiles à contrôler et endommagent régulièrement les champs cultivés. Face à ces nouvelles dynamiques, la loi foncière, qui n'a pas été mise à jour depuis les années 1960, ne définit pas clairement les droits et les devoirs des différents usagers de la terre, favorisant les tensions rurales et limitant l'efficacité des initiatives internationales dans le domaine.

Les relations diplomatiques houleuses entre la RCA et le Tchad depuis le coup d'Etat de 2013 ont enfin constitué un frein à la régulation du secteur. La transhumance tchado-centrafricaine – qui représente environ 70 pour cent du bétail arrivant en RCA – est particulièrement source de conflits, en raison notamment du profil des propriétaires de bétail tchadiens, souvent proches de l'élite au pouvoir à N'Djamena. Pour mieux gérer les flux d'éleveurs, les deux pays ont signé des conventions en 2012 et en 2019. Mais celles-ci ne sont toujours pas mises en œuvre, malgré l'apaisement récent des tensions entre les deux pays, qui s'est traduit par la création, en janvier 2025, d'une force mixte pour protéger leur frontière commune. En avril 2025, N'Djamena a aussi facilité la signature d'un accord entre le gouvernement centrafricain et les représentants de l'UPC et des 3R, prévoyant le retour des deux groupes rebelles dans le processus de paix.

Comme Crisis Group le soulignait déjà dans un rapport publié en 2014, réduire les violences associées à la transhumance est indispensable pour stabiliser la RCA. Si les défis liés au pastoralisme sont nombreux et ont évolué au cours de la dernière décennie, le contexte actuel s'avère particulièrement propice pour s'attaquer de front à cette question. L'amélioration de la situation sécuritaire depuis 2021, avec le redéploiement de l'armée à l'intérieur du pays et l'affaiblissement des groupes rebelles, ainsi que le relatif rapprochement avec le Tchad, offrent une opportunité d'agir sur les racines de la violence pastorale, d'améliorer la sécurité des éleveurs et du bétail, et de mieux encadrer les flux et les pratiques, notamment le néo-élevage. Bien qu'encore partiel, le retour de l'Etat dans l'arrière-pays apparaît aussi de bon augure pour la sécurité des prochaines élections présidentielles et législatives, qui auront lieu en décembre 2025.

Le gouvernement centrafricain devrait tirer parti de cette conjoncture favorable pour retrouver son rôle de régulateur et relancer les anciens mécanismes et les structures de gestion de la transhumance, qui permettaient d'organiser le secteur et d'apporter d'importantes recettes fiscales à l'Etat. Pour cela, les autorités pourront compter sur leurs partenaires occidentaux traditionnels, qui, malgré la suspension d'une partie de l'aide budgétaire en raison de la présence russe en RCA, ont maintenu leur engagement en faveur du redressement et de la stabilité du pays, notamment dans le secteur pastoral. De nouveaux acteurs comme la Russie et le Rwanda ont par ailleurs manifesté leur intérêt pour ce domaine, ce qui pourrait aussi contribuer à endiguer les violences. Enfin, les autorités centrafricaines devraient lutter contre les mauvaises pratiques au sein de l'armée, comme le vol de bétail, et profiter des meilleures relations avec N'Djamena pour raviver la coopération transfrontalière entre les deux pays.

Bangui, Nairobi, Bruxelles, 28 mai 2025

International Crisis Group

Rapport Afrique de Crisis Group N°317 **28 mai 2025**

Violence et transhumance en Centrafrique : le temps d'agir

I. Introduction

La transhumance est l'une des principales causes de l'instabilité en République centrafricaine (RCA).[1] Souvent qualifiées de conflit dans le conflit, les violences associées à cette forme d'élevage représentent une part importante des exactions commises depuis le début de la crise en 2013, lorsqu'une coalition rebelle a renversé le président François Bozizé.[2] Malgré la signature en 2019 d'un accord de paix entre Bangui et les groupes armés, les violences agropastorales ont augmenté de plus de moitié entre cette date et 2023.[3] Des massacres ont été perpétrés par des groupes armés prétendant protéger les éleveurs ou hostiles à ces derniers. Certains incidents majeurs, comme celui de mai 2019 près de Paoua (préfecture de Lim-Pendé) qui a causé la mort de dizaines de personnes, ont fait l'objet d'enquêtes auprès de la Cour pénale spéciale, un tribunal d'exception basé à Bangui et chargé de juger les crimes graves commis en RCA depuis 2003.[4]

Les causes de ces violences sont diverses : elles peuvent être liées à des conflits fonciers entre éleveurs et agriculteurs, à des actes de prédation (vol de bétail ou racket) et aux vengeances qui s'en suivent, ou à des rivalités communautaires entre populations nomades et sédentaires.[5] Pays de 5,6 millions d'habitants en 2024, la RCA possède un large cheptel bovin estimé à quatre millions de têtes et est un carrefour régional de l'élevage où convergent des pasteurs de nombreux pays.[6] Les transhumants centrafricains sont issus de plusieurs ethnies d'éleveurs, en particulier les Peul (qui ont longtemps dominé le secteur avec une communauté d'environ 250 000 membres), les Arabes et les Haoussa.[7] La disponibilité et la richesse des pâturages de

[1] Rapport Afrique de Crisis Group N°215, *Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme*, 1er avril 2014 ; Briefing Afrique de Crisis Group N°105, *La face cachée du conflit centrafricain*, 12 décembre 2014.

[2] Entretiens de Crisis Group, autorités, habitants des zones de transhumance, éleveurs, RCA, 2023-2024.

[3] Selon les données d'une ONG humanitaire basée en RCA. Ces violences incluent des braquages, des arrestations et des attaques visant ou impliquant des éleveurs. Les données antérieures à 2019 ne sont pas comparables car la collecte n'était pas systémique avant cette date.

[4] En mai 2019, les 3R ont tué 46 villageois du nord-ouest de la RCA en représailles à des vols de bétail. Trois membres du groupe armé ont été condamnés en appel à 20 et 30 ans de prison. « Centrafrique : trois hommes du groupe armé 3R condamnés en appel par la Cour pénale spéciale », RFI, 21 juillet 2019.

[5] « Monitoring de protection, République Centrafricaine, analyse trimestrielle », Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), COOPI, Finn Church Aid, INTERSOS, juin 2022.

[6] FAO, « République centrafricaine. Stratégie d'appui à la résilience 2018–2023 », Rome, 2018. « Feuille de route de l'élevage en République Centrafricaine 2017-2021 », ministère de l'Elevage, septembre 2017.

[7] « Feuille de route de l'élevage en République Centrafricaine 2017-2021 », op. cit.

la RCA attirent aussi un nombre croissant d'éleveurs de pays voisins, notamment du Cameroun, du Nigéria, du Niger, du Tchad et du Soudan.[8]

Les éleveurs sont victimes de nombreux préjugés identitaires. Les populations sédentaires ont tendance à les voir comme des étrangers du fait de leur mode de vie nomade, ainsi que de leurs cultures et de leurs langues, éloignées des leurs.[9] De leur côté, les autorités centrafricaines les accusent d'être les principaux responsables du développement de la transhumance armée au cours des dernières années et entretiennent l'amalgame entre éleveurs et combattants rebelles. Pratiquant l'islam pour la plupart, les éleveurs souffrent aussi de la stigmatisation dont est victime la communauté musulmane centrafricaine dans son ensemble, considérée comme non autochtone et largement exclue de l'appareil d'Etat depuis l'indépendance du pays en 1958.[10]

Malgré les difficultés auxquelles ils sont confrontés, les éleveurs sont des acteurs économiques de premier plan en RCA. L'élevage représente environ quinze pour cent du produit intérieur brut et emploie 35 pour cent de la population rurale du pays.[11] Le secteur est dominé par l'élevage bovin, dont l'exportation compte pour environ 25 pour cent de la production nationale et près de trois milliards de francs CFA (4,5 millions d'euros) de recettes fiscales potentielles.[12] Les réserves de pâturage s'étendent sur seize millions d'hectares (environ le quart de la superficie du pays), dont la moitié est encore inexploitée.[13] En dépit de son grand potentiel économique, le secteur reste largement sous-développé, notamment en raison du climat sécuritaire et du manque d'infrastructures pastorales.

Depuis plus d'une décennie, les organisations internationales, y compris les agences des Nations unies, ont fait de la lutte contre les conflits associés à la transhumance une priorité de leur action en RCA. Des bailleurs de fonds comme l'Union européenne (UE) se montrent aussi attentifs au potentiel économique du secteur. C'est également le cas de la Russie et du Rwanda, qui sont désormais les principaux partenaires sécuritaires du pays. Moscou s'intéresse notamment à la gestion des abattoirs, tandis que Kigali a signé avec Bangui des accords économiques, y compris dans le domaine agropastoral, en 2019 et 2021.[14] Si ces initiatives n'ont pas encore donné lieu à des investissements conséquents, elles témoignent d'un intérêt croissant pour ce domaine.

[8] Entretien de Crisis Group, gestionnaire d'un marché de bétail, Bouboui, juin 2023. Le Tchad, le Cameroun et le Soudan possèdent respectivement sept millions, six millions et 30 millions de bovins. « Feuille de route de l'élevage en République Centrafricaine 2017-2021 », op. cit. « L'agriculture et l'élevage au Soudan », Direction générale du Trésor français, 9 août 2018.

[9] Entretien de Crisis Group, membre du sultanat peul de Bambari, Bambari, août 2023.

[10] « Preventing incitement to hatred and violence in the Central African Republic », ONU, 29 mai 2019.

[11] « République centrafricaine. Stratégie d'appui à la résilience 2018-2023 », op. cit.

[12] Recettes fiscales estimées si le secteur était formalisé. Le secteur inclut l'élevage bovin des Peul, mais aussi l'élevage caprin et ovin des populations sédentaires. « République centrafricaine. Stratégie d'appui à la résilience 2018-2023 », op. cit.

[13] Entretien téléphonique de Crisis Group, expert de l'Agence nationale de développement de l'élevage (ANDE), novembre 2024. PNUD, « Etude diagnostique sur l'intégration du commerce en République centrafricaine », Bangui, 2022.

[14] Entretien téléphonique de Crisis Group, source confidentielle, janvier 2025. Briefing Afrique de Crisis Group N°191, *Le rôle croissant du Rwanda en République centrafricaine*, 7 juillet 2023.

Ce rapport repose sur plus d'une centaine d'entretiens avec des éleveurs, des agriculteurs, des autorités nationales et locales, des membres de la société civile et d'organisations internationales, des officiers de l'armée et des représentants des groupes rebelles en RCA. Menées entre juin 2023 et avril 2025, ces entrevues ont eu lieu à Bangui et dans les préfectures de l'Ombella-M'Poko, de la Nana-Gribizi, de l'Ouham-Fafa, de Bamingui-Bangoran et de la Ouaka, ainsi que dans la province tchadienne du Moyen-Chari. Crisis Group a aussi échangé avec des institutions internationales qui travaillent sur la transhumance, notamment en Belgique, en France et aux Etats-Unis. La majorité des personnes interrogées sont des hommes, dont un nombre important de jeunes de moins de vingt ans. Même si l'accès aux femmes vivant dans les milieux pastoraux est souvent difficile, Crisis Group a pu s'entretenir avec une dizaine d'entre elles et a pris en compte leurs points de vue dans cette recherche. Le rapport s'appuie enfin sur les précédentes publications de Crisis Group, ainsi que sur celles d'organismes humanitaires et de recherche.[15]

[15] Rapport de Crisis Group, *Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme*, op. cit. Briefing de Crisis Group, *La face cachée du conflit centrafricain*, op. cit.

II. Transhumance et violence : de nouvelles dynamiques

La sécurité en RCA s'est améliorée depuis 2021, lorsque Bangui et ses partenaires sécuritaires – la compagnie paramilitaire russe Wagner et le Rwanda – ont repris le contrôle de la plupart des grandes villes du pays, auparavant occupées par les rebelles.[16] Tout en exposant les civils, et en particulier les éleveurs, aux exactions de l'armée et de ses alliés, cette offensive a mené à l'affaiblissement et à la fragmentation des groupes armés, qui ne constituent plus aujourd'hui une menace existentielle pour l'Etat. Néanmoins, certaines zones rurales du pays sont encore constellées de poches d'insécurité. D'une part, d'anciens foyers de rebelles tentent de conserver le contrôle de zones minières ou se tournent vers le banditisme pour s'assurer des ressources financières. D'autre part, l'émergence de nouvelles dynamiques dans le secteur de l'élevage au cours des dix dernières années a exacerbé les violences liées à la transhumance.

A. *Une militarisation de la transhumance*

En 2013, le putsch de la Séléka, une coalition rebelle à majorité musulmane, a plongé la RCA dans la crise. Celle-ci s'est transformée en guerre civile quand des populations locales ont constitué des milices (les groupes anti-balaka) pour affronter les combattants rebelles et des civils musulmans, y compris les communautés d'éleveurs nomades ou semi-nomades comme les Peul. Les Nations unies ont qualifié de « nettoyage ethnique » la vague de violence à l'encontre des musulmans et des Peul dans l'ouest du pays entre 2013 et 2014.[17] La plupart des éleveurs ont perdu leurs troupeaux et restent à ce jour réfugiés au Cameroun et au Tchad, où certains se sont convertis à l'agriculture.[18] Leur retour en RCA reste compromis par l'absence de moyens financiers leur permettant de reconstituer leur cheptel.

Cette violence a contribué à l'émergence de deux puissants groupes armés.[19] Le premier, l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), est issu de la Séléka et a été créé en 2014 par Ali Darassa, un chef rebelle peul. D'abord actif dans la Ouaka, une préfecture du centre du pays à forte présence pastorale, ce mouvement a ensuite con-

[16] Depuis la mort d'Evgueni Prigojine, le patron de Wagner, en août 2023, le ministère russe de la Défense impose un contrôle croissant aux paramilitaires russes en Afrique, désormais regroupés sous le label Africa Corps. Cependant, ceux déployés en RCA continuent de s'appeler Wagner et de jouir d'une relative indépendance opérationnelle. « Sous la houlette du fils Prigojine, Wagner continue de jouer sa partition en Centrafrique et au Mali », *Le Monde*, 11 décembre 2024.

[17] Entretiens de Crisis Group, responsables de groupes armés et éleveurs, RCA, 2018-2024. « Nettoyage ethnique et tueries communautaires en République Centrafricaine », Amnesty International, février 2014. « Rapport du Projet Mapping documentant les violations graves du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises sur le territoire de la République Centrafricaine de janvier 2003 à décembre 2015 », Minusca, mai 2017.

[18] Fin 2013, les violences intercommunautaires ont entraîné le déplacement de près d'un million de personnes dans un pays qui comptait alors environ quatre millions d'habitants. Une grande partie de la communauté musulmane a dû fuir vers les pays voisins. « I am 100% Central African », International Centre for Transitional Justice, 14 mars 2018. Briefing de Crisis Group, *La face cachée du conflit centrafricain*, op. cit.

[19] Rapport Afrique de Crisis Group N°253, *Eviter le pire en République centrafricaine,* 28 septembre 2017. Rapport Afrique de Crisis Group N°230, *Centrafrique : Les racines de la violence,* 21 septembre 2015. Briefing de Crisis Group, *La face cachée du conflit centrafricain,* op. cit.

quis de nouveaux territoires à l'est et au sud, dans les préfectures de la Haute-Kotto et du Mbomou. Le deuxième, le mouvement Retour, réclamation et réhabilitation (3R), a été créé fin 2015 par Sidiki Abbas, un autre chef rebelle peul. Basé dans l'ouest du pays, il entend protéger les éleveurs et faire revenir tous les Peul centrafricains exilés.[20]

Dès leur création, ces mouvements ont contribué à exacerber les conflits liés à la transhumance. Ils ont adopté des méthodes criminelles incluant rackets et trafics, et ont imposé de fortes taxes aux éleveurs, au prétexte de les défendre. Souvent payés en bétail et proportionnels à la taille du troupeau, ces impôts n'ont cessé d'augmenter depuis 2014, appauvrissant les détenteurs de bétail.[21] Les deux groupes ont aussi mis leurs zones en coupe réglée, imposant des taxes sur l'extraction d'or et de diamants, le commerce et le trafic routier.[22] Se substituant aux autorités étatiques, ils ont instauré un système d'arbitrage violent des conflits agropastoraux, s'en prenant aux personnes suspectées d'attaquer les éleveurs, et se sont livrés à des massacres dans des villages accusés de profiter du vol de bétail.[23]

En représailles, les localités attaquées ont souvent ciblé les éleveurs, qu'ils assimilent à des rebelles.[24] A partir de 2016, l'expansion territoriale de l'UPC vers le sud-est du pays a favorisé la création de milices d'autodéfense, exposant les transhumants à des actes de vengeance.[25] La situation a poussé les éleveurs à éviter les couloirs habituels de transhumance, devenus trop risqués. Ce faisant, ils empiètent sur les champs cultivés, exacerbant les conflits qui se règlent désormais à l'arme de guerre.[26] En juil-

[20] Les 3R sont actifs dans les préfectures de l'Ouham, de l'Ouham-Pendé, de la Nana-Mambéré, de la Mambéré-Kadéï et de l'Ombella-M'Poko. Entretien téléphonique de Crisis Group, officier supérieur des 3R, décembre 2024.

[21] En zone 3R, l'impôt représente un bœuf pour 50 têtes de bétail, soit environ 600 euros. Entretiens de Crisis Group, populations locales et responsables des 3R, Mambéré-Kadeï, août 2023. « 3R rebel group in the Central African Republic loses territory and control over the illicit cattle economy, damaging legitimacy and offering entry point for state intervention », Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 9 novembre 2023.

[22] Les rackets et exactions sur les civils sont des pratiques courantes. Le 15 janvier 2025, par exemple, des miliciens de l'UPC ont braqué un artisan minier à Bamara (Mbomou).

[23] Ces massacres visent la plupart du temps les hommes du village mais peuvent aussi toucher des femmes et des enfants. Les cas de violences sexuelles sont aussi fréquents. Les représailles sont monnaie courante, avec plus d'un incident répertorié chaque semaine au cours des dernières années, selon une source sécuritaire. Le 10 janvier 2025, par exemple, les 3R ont tué trois commerçants suspectés d'être liés à une agression d'éleveurs quelques jours plus tôt près du village de Carrière (Ouham). L'UPC et les 3R commettent aussi des massacres plus importants : en mai 2019 et en décembre 2023, des éléments des 3R ont tué respectivement 46 et 22 civils dans des villages du nord du pays (Ouham) soupçonnés d'abriter des voleurs de bétail. « Centrafrique : trois hommes du groupe armé 3R condamnés en appel par la Cour pénale spéciale », op. cit. « Centrafrique : au moins 22 personnes tuées dans une attaque armée dans le village de Nzakoundou », RFI, 22 décembre 2023.

[24] Entretiens de Crisis Group, éleveurs, populations sédentaires, autorités centrafricaines et responsables d'ONG, Bangui et préfectures de Bamingui-Bangoran, de la Nana-Gribizi, de l'Ombella-M'Poko, de la Ouaka et de l'Ouham-Fafa, juillet et août 2023.

[25] Entretien téléphonique de Crisis Group, responsable des 3R, novembre 2024.

[26] Les éleveurs utilisent surtout des armes automatiques, tandis que les populations sédentaires utilisent principalement des armes blanches et de chasse. « Centrafrique : des experts de l'ONU recensent les exactions dans le sud-est du pays », RFI, 18 juin 2024.

let 2023, à Diki (préfecture de Bamingui-Bangoran), treize hommes civils ont été exécutés par des transhumants qui accusaient le village de profiter du vol de bétail.[27] Plus récemment, le 15 février 2025, des habitants sédentaires de l'Ouham-Pendé, constitués en milice, ont attaqué des villages d'éleveurs peul près de Gbaforo pour se venger de la mort d'un de leurs proches, tuant environ 50 civils, selon des sources locales.[28]

Aujourd'hui, l'UPC et les 3R comptent chacun plusieurs milliers de combattants bien armés et continuent de recruter en majorité parmi les communautés peul ciblées par les populations sédentaires.[29] Néanmoins, et même si les deux groupes rebelles sèment encore le trouble dans leurs zones d'influence, ils ne constituent plus, après l'offensive des forces gouvernementales de 2021, une force capable de prendre le contrôle du pays (voir section III. B.).

En avril 2025, à la suite de négociations menées à N'Djamena avec le gouvernement centrafricain, sous l'égide du Tchad et en présence des chefs traditionnels peul, l'UPC et les 3R ont également créé la surprise en annonçant leur retour dans le processus de paix de 2019.[30] Dans la foulée, les deux groupes ont affirmé avoir décrété un cessez-le-feu et ordonné à leurs combattants de se cantonner dans leurs bases en attendant leur intégration dans l'armée et les forces de sécurité intérieures, ou leur démobilisation. Si la sincérité de leur engagement pose question (au cours des dernières années, l'UPC a annoncé à plusieurs reprises son intention de revenir dans le processus de paix, avant de se dédire), le rôle du Tchad en tant que garant de l'accord est prometteur, N'Djamena disposant de leviers de pression sur ces groupes, dont les chefs séjournent régulièrement sur son territoire.[31]

B. *Un afflux de transhumants étrangers*

Durant la dernière décennie, la démographie des éleveurs en RCA a aussi évolué. Attirés par la richesse des pâturages centrafricains ou poussés hors de leurs zones par des contraintes climatiques, sécuritaires ou réglementaires, un nombre croissant d'éleveurs étrangers transhument dans le pays, et ce, pour une durée de plus en plus longue. Certains s'installent de manière temporaire en RCA, voire s'y sédentarisent. En 2021, seul cinq pour cent du bétail arrivant à l'abattoir de Bouboui, qui alimente la capitale Bangui, provenait des éleveurs centrafricains.[32] Si elle est une activité dan-

[27] « Centrafrique : au moins 13 civils tués lors de l'attaque d'un village », *Africanews*, 13 août 2023.
[28] Le gouvernement n'évoque que neuf morts. « Centrafrique : le gouvernement condamne la tuerie de neuf personnes dans le nord-ouest », Radio Ndeke Luka, 4 mars 2025. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, responsables humanitaires dans l'Ouham-Pendé, février 2025.
[29] Entretiens téléphoniques de Crisis Group, cadres des 3R et de l'UPC, décembre 2024.
[30] « Centrafrique : mise en œuvre de l'accord entre le gouvernement, l'UPC et les 3R », RFI, 26 avril 2025.
[31] « François Bozizé et d'autres chefs rebelles centrafricains se trouvent à N'Djamena », RFI, 6 novembre 2021.
[32] Entretiens de Crisis Group, cadres du ministère de l'Elevage à l'abattoir de Bouboui, juillet 2023. Une étude de l'Organisation internationale des migrations (OIM) dans la préfecture de Bamingui-Bangoran estime que le nombre d'éleveurs transhumants centrafricains a diminué entre 2018 et 2023 dans 76 pour cent des localités étudiées, tandis que le nombre d'éleveurs transhumants d'origine étrangère a augmenté de 78 pour cent dans les mêmes localités. « Enquête sur la perception de la transhumance dans la préfecture de Bamingui-Bangoran », OIM, avril 2023.

gereuse, la transhumance en RCA n'est pour autant pas plus risquée qu'ailleurs et offre aux yeux de nombreux éleveurs étrangers des pâturages plus riches que ceux de leurs régions d'origine.[33]

Ces mouvements migratoires suivent une tendance longue, qui a forgé l'histoire du pastoralisme dans le pays.[34] Les premiers transhumants sont arrivés sur le territoire qui deviendra la RCA depuis le futur Cameroun dans les années 1920, en quête de meilleurs pâturages et fuyant les taxations trop lourdes de certaines chefferies traditionnelles. Une deuxième vague d'éleveurs venus du Tchad, du Niger et du Soudan a investi le pays dans les années 1970 et 1980, poussés hors de leurs régions par des épisodes de sécheresse et une pression démographique ayant, du fait de la déforestation et de l'extension des terres agricoles, raréfié les pâturages.[35] Plus récemment, le pays a vu l'arrivée de transhumants venus du Nigéria, fuyant des réglementations plus contraignantes, les effets du changement climatique et l'insécurité liée à la présence de groupes jihadistes dans le nord du pays.[36]

L'insécurité au Sahel et la guerre au Soudan ont accentué la tendance.[37] Au Sahel, où les jihadistes recrutent abondamment dans leur communauté, les éleveurs peul souffrent d'une forte stigmatisation qui les expose aux violences des armées et des milices.[38] Depuis le début de la guerre au Soudan en avril 2023, de nombreux éleveurs soudanais ont, eux, choisi de venir faire paitre leur bétail en RCA, voire d'y rester toute l'année.[39]

Face à cet afflux, le pays pourrait devenir le déversoir du pastoralisme de la région, risquant de saturer ses capacités de gestion et d'exacerber la violence, d'autant que l'Etat centrafricain exerce peu de contrôle sur la transhumance étrangère.[40] Les couloirs balisés sont aujourd'hui surexploités et n'offrent plus de pâturages suffisants, poussant les éleveurs à en sortir, au risque de conflits avec les populations locales. Les éleveurs étrangers ne maîtrisent pas toujours les langues et les codes locaux, ce qui crée également des tensions avec les populations sédentaires.[41] Ils investissent aussi de nouvelles régions peu habituées à la transhumance, comme la préfecture de la

[33] Entretiens de Crisis Group, éleveurs et chef du service élevage auprès du ministère de l'Elevage, Ndélé, Kabo et Ouandago, juillet et août 2023.
[34] Entretiens téléphoniques de Crisis Group, spécialistes de la transhumance, 2023-2024. « Les Peulhs Mbororo de Centrafrique, une communauté qui souffre », Association pour l'intégration et le développement social des Peulhs de Centrafrique, juin 2015.
[35] Entretien téléphonique de Crisis Group, spécialiste de la transhumance en Afrique centrale, novembre 2024. « L'imbroglio centrafricain », Afrique contemporaine, 2013.
[36] Entretien de Crisis Group, cadre de l'ANDE, Bangui, juin 2023. Rapport Afrique de Crisis Group N°302, *Ending Nigeria's Herder-Farmer Crisis: The Livestock Reform Plan*, 4 mai 2021.
[37] Entretien de Crisis Group, spécialiste de la transhumance pour l'UE, Bangui, juin 2023.
[38] Entretien téléphonique de Crisis Group, spécialiste de la transhumance au Sahel, décembre 2024. « Pourquoi une telle stigmatisation des Peuls au Sahel ? », TV5 Monde, 8 novembre 2022.
[39] Entretiens de Crisis Group, spécialistes de la transhumance pour des ONG de gestion de parcs naturels, Bangui, avril 2024.
[40] Entretien de Crisis Group, consultant international, Bangui, juin 2023.
[41] Par exemple, les éleveurs nigérians sont habitués à voir les champs cultivés marqués ou clôturés, chose peu fréquente en RCA. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, responsable de l'ANDE et spécialistes de la transhumance, 2023-2024.

Lobaye (sud-ouest du pays), où l'on observe une augmentation des conflits entre agriculteurs et éleveurs.[42]

Cette situation alimente la colère des populations sédentaires, qui ressentent surtout les effets délétères de la transhumance, comme la destruction des champs, l'appauvrissement de la couverture végétale ou l'éloignement du gibier pour les chasseurs.[43] Cette perception pousse des villages à se déclarer « anti-éleveurs » et à y interdire le passage des transhumants, ou à s'en prendre directement à eux et à leurs biens. Même s'il est difficile de connaître leur ampleur, ces initiatives, qui émanent des chefferies locales et souvent avec l'accord tacite des autorités, sont apparues en particulier dans le centre du pays et près de la frontière tchadienne, des régions concernées par la transhumance.[44]

C. *L'essor problématique du néo-élevage*

Depuis 2013, la montée en puissance d'entrepreneurs pastoraux dans la région, en particulier au Tchad, et la paupérisation des éleveurs centrafricains à la suite des attaques des milices anti-balaka ont aussi favorisé le développement en RCA d'une pratique pastorale appelée « néo-élevage ».[45] A la différence de l'élevage classique, où l'éleveur est le propriétaire de son troupeau et effectue en personne la transhumance, le néo-éleveur est un entrepreneur qui emploie un convoyeur chargé de superviser le déplacement du bétail. Responsable de la sécurité du troupeau, ce dernier est souvent issu, pour des raisons de confiance, d'une communauté proche de celle de son employeur. Lors des pauses dans la transhumance, le convoyeur peut recruter un bouvier pour faire pâturer le bétail.[46] Cette main-d'œuvre considère l'élevage comme une transaction plutôt qu'un mode de vie.[47] Dans un souci de rentabilité, les troupeaux des néo-éleveurs sont en outre généralement plus volumineux que ceux des éleveurs classiques.

L'utilisation d'intermédiaires, la concentration du bétail et sa gestion comme un actif financier témoignent de la transformation du secteur, comme observé dans de nombreux pays abritant des activités pastorales.[48] En RCA, les néo-éleveurs sont principalement des notables des pays limitrophes, dont des officiers militaires et hauts fonctionnaires du Tchad et du Soudan, deux pays où ce phénomène a pris une ampleur croissante ces dernières décennies.[49] Le néo-élevage commence aussi à être

[42] Entretien de Crisis Group, cadre de l'ANDE, Bangui, juin 2023.
[43] Entretiens de Crisis Group, habitants sédentaires des zones de transhumance, Ombella-M'Poko, Nana-Gribizi, Ouham-Fafa, Bamingui-Bangoran, Ouaka, 2023.
[44] Entretiens de Crisis Group, éleveurs, Ouandago, juillet 2023 ; entretien de Crisis Group, chef de village, PK 20 de Ouandago, juillet 2023.
[45] Olayinka Ajala. « New drivers of conflict in Nigeria: an analysis of the clashes between farmers and pastoralists », Third World Quarterly, vol. 41, issue 12 (2020), p. 2048–2066. Entretiens de Crisis Group, autorités administratives et militaires, Kabo, Kaga-Bandoro, Tiri, juillet-août 2023.
[46] Entretiens de Crisis Group, dirigeant associatif, village de Miamani, juillet 2023.
[47] Entretien téléphonique de Crisis Group, cadre de l'ANDE et chercheur tchadien, novembre 2024. « Étude du phénomène de l'accaparement des terres en zone soudanienne du Tchad », Conférence épiscopale du Tchad, 25 avril 2019.
[48] Entretiens téléphoniques de Crisis Group, spécialistes de la transhumance, mai 2024.
[49] Briefing Afrique de Crisis Group N°199, *Tchad : rompre le cycle des violences agropastorales*, 24 août 2024.

pratiqué par des notables centrafricains, dont des membres du gouvernement, des cadres de l'administration publique et de riches commerçants.[50]

Ces pratiques augmentent le risque de conflits avec les populations sédentaires. Pour faire face à l'insécurité, les convoyeurs sont fréquemment armés par leurs employeurs et subissent une forte pression pour protéger à tout prix le bétail, avec des retenues sur salaire en cas de perte ou de vol d'animaux.[51] Aussi, les bouviers embauchés par les convoyeurs pendant la transhumance sont parfois encouragés à faire pâturer le bétail dans des champs cultivés, où la nourriture est plus riche.[52] Les volumineux troupeaux des néo-éleveurs, qui comptent plusieurs centaines de bêtes, sont de ce fait plus difficiles à surveiller que les cheptels traditionnels, qui dépassent rarement 150 têtes, et plus susceptibles d'endommager les cultures.[53]

Le néo-élevage participe enfin à la déconstruction des cellules traditionnelles des transhumants, favorisant la violence agropastorale. Il est en effet rare que les convoyeurs emmènent leur famille avec eux. Or, l'absence de femmes et d'enfants ainsi que le jeune âge des bergers – souvent moins de vingt ans – augmentent, selon certains observateurs, le risque de passage à l'acte violent chez les transhumants.[54] « L'éleveur sait qu'il a une famille à protéger et fait preuve de prudence. Les [convoyeurs] cependant sont souvent des jeunes irresponsables, parcourant le pays sans femmes ni enfants », explique un chef coutumier peul.[55] Vérifiés ou non, ces préjugés dégradent les interactions avec les communautés sédentaires et peuvent être source de tensions.[56]

[50] Entretien de Crisis Group, responsable d'ONG, Bangui, juin 2023.
[51] Entretien de Crisis Group, dirigeant associatif, Miamani, août 2023.
[52] Ibid.
[53] Entretiens de Crisis Group, autorités, éleveurs, observateurs et spécialistes de la transhumance, nord de la RCA et sud du Tchad, juillet et décembre 2023.
[54] Entretien de Crisis Group, responsable d'ONG internationale, Bangui, juin 2023.
[55] Entretien de Crisis Group, chef coutumier peul, Ouandago, juillet 2023.
[56] Entretien téléphonique de Crisis Group, spécialiste de la transhumance centrafricaine, décembre 2024. « Results of consultation with transboundary herders, semi-settled herders and settled communities in Ouham Pendé and Western Ouham », IPIS et Concordis, décembre 2020.

III. Une décennie d'actions publiques aux effets limités

Ces nouvelles dynamiques dans le secteur de l'élevage ont renforcé la perception des autorités centrafricaines selon laquelle la transhumance constitue avant tout un enjeu sécuritaire. C'est pourquoi Bangui a privilégié les opérations militaires contre les groupes armés prétendant défendre les éleveurs, au détriment d'investissements dans les mécanismes de gestion et les infrastructures pastorales, en déclin depuis la fin des années 1990. Depuis 2021, le rétablissement du contrôle de l'Etat dans une grande partie de la RCA s'est accompagné d'un intérêt accru des partenaires, notamment l'UE et la Banque mondiale, pour les problématiques pastorales. Malgré la suspension d'une partie de l'aide budgétaire, sur fond de rivalité géopolitique avec la Russie et en raison du manque de réformes et de transparence dans les finances publiques, les bailleurs de fonds occidentaux ont confirmé – et parfois même renforcé – leur engagement en faveur d'une transhumance apaisée.

A. *Une réponse avant tout sécuritaire*

Pour l'Etat centrafricain, la transhumance est avant tout une question de sécurité nationale. L'UPC et les 3R, qui disent protéger les éleveurs, sont parmi les groupes armés les plus puissants du pays. Depuis leur création, ils ont occupé de larges pans du territoire, empêché le déploiement des autorités administratives, et attaqué régulièrement la Minusca, la Mission intégrée des Nations unies pour la stabilisation de la Centrafrique.[57] Pendant plusieurs années, Bangui n'a pas pu compter sur ses forces de défense (dissoutes après le coup d'Etat de 2013) pour faire face à cette menace et a opté pour un partage du pouvoir avec les rebelles.[58] En 2019, l'Etat a signé un accord de paix avec quatorze groupes armés, suspendant temporairement les hostilités dans l'arrière-pays en échange de postes ministériels pour les chefs rebelles, y compris ceux de l'UPC et des 3R.[59]

Cet accord identifiait la maitrise des conflits agropastoraux comme l'un des prérequis à la paix, mais il proposait une solution principalement sécuritaire.[60] Afin de sécuriser les couloirs de transhumance, il prévoyait la mise en place d'une nouvelle division des Forces armées centrafricaines (FACA), les Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS), composées de 2 000 éléments issus des FACA et de tous les groupes armés signataires.[61] Cependant, l'absence de consensus entre le gouvernement, les groupes armés et les partenaires sur la finalité de ces nouvelles unités et une gestion

[57] « Centrafrique : un soldat centrafricain tué, un casque bleu et plusieurs civils blessés », Anadolu, 28 juillet 2021.
[58] Rapport Afrique de Crisis Group N°277, *Dernier accord de paix en RCA : les conditions du succès*, 18 juin 2019. Commentaire de Crisis Group, *Centrafrique : éviter une nouvelle désintégration de l'armée,* 10 mai 2022.
[59] Ibid. C'est dans ce contexte qu'Hassan Bouba, ancien bras droit d'Ali Darassa, a obtenu en 2020 le portefeuille ministériel de l'Elevage, qu'il occupe toujours.
[60] Les solutions non sécuritaires, telles que les Comités de mise en œuvre préfectoraux (CMOP), évoquées ci-dessous, ne sont pas mentionnées dans le texte de l'accord mais dans ses annexes.
[61] Dont 1 200 anciens combattants des groupes armés signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA (APPR-RCA) signé en 2019, 602 soldats de l'armée nationale, 108 gendarmes et 90 policiers recrutés dans les trois zones de défense du pays (Bangassou, Bouar et Ndélé).

erratique ont conduit l'initiative à l'échec.[62] Durant leur formation, par exemple, l'Etat a sollicité les USMS pour participer à des opérations de sécurisation d'entreprises minières chinoises et à des offensives contre les 3R.[63]

Craignant que les USMS soient détournées de leur mission de sécurisation des couloirs de transhumance et combattent dans l'armée aux côtés du groupe paramilitaire russe Wagner, l'UE a suspendu son financement en 2021, mettant de facto fin à ce projet. Au final, seuls 230 éléments des USMS ont été intégrés dans l'armée nationale, soit moins de dix pour cent de l'objectif initial.[64]

Deux ans après la signature de l'accord de paix, les hostilités ont repris. En janvier 2021, après la réélection du président Faustin Archange Touadéra, la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), une alliance rebelle composée de plusieurs signataires de l'accord, dont l'UPC et les 3R, a lancé une attaque sur Bangui.[65] Cette fois-ci, l'Etat avait les moyens de répondre : grâce à ses partenariats sécuritaires avec la Russie et le Rwanda, l'armée a non seulement repoussé les rebelles, mais a aussi lancé une contre-offensive pour les affaiblir dans leurs fiefs de l'arrière-pays.[66] L'appui des paramilitaires russes, qui continue à ce jour, a également accéléré la formation et le redéploiement des forces armées nationales à travers la RCA.[67] Depuis, l'armée a repris le contrôle des centres urbains du pays alors que les groupes armés, affaiblis militairement et divisés politiquement, ne conservent qu'une présence limitée dans les zones rurales.

Cette campagne militaire a principalement ciblé l'UPC et les 3R, au centre et à l'ouest du pays, en raison de leur présence autour des sites miniers et des axes stratégiques (comme celui reliant la RCA au Cameroun). Mais en entretenant l'amalgame entre rebelles et éleveurs, elle a exposé ces derniers aux répressions et exactions de l'armée et de ses alliés, qui les soupçonnent d'appuyer les rebelles. De nombreux témoignages, y compris au sein des autorités administratives centrafricaines, accusent l'armée et Wagner de massacres, de viols et de pillages dans les villages et campements d'éleveurs.[68] En décembre 2021, par exemple, l'attaque du groupement de villages de Boyo par l'armée a tué des dizaines de personnes, dont des enfants, tandis que des habitations ont été pillées, selon un rapport de l'ONU.[69]

[62] Entretien de Crisis Group, cadre de l'administration préfectorale de Bambari, août 2023.
[63] En 2021, des membres des USMS sont intervenus en renfort pour empêcher la prise de Bouar par les rebelles des 3R, l'un des groupes armés signataires de l'accord de paix de 2019 et dont les combattants étaient censés faire partie de la nouvelle unité de l'armée. Dans ce cas, les USMS ont contribué à repousser les assaillants jusqu'à la frontière camerounaise, dans les localités de Zoukombo, de De Gaulle, de Nyem-Yelewa, de Ndim et d'Abba. Entretien de Crisis Group, ancien membre des USMS, Kabo, juillet 2023.
[64] Entretien de Crisis Group, cadre du ministère de la Défense nationale et de la Reconstruction de l'armée, Bangui, juin 2023.
[65] Entretiens téléphoniques de Crisis Group, cadres de l'UPC et des 3R, juillet 2024. « Attaque rebelle à Bangui : ce qu'il faut savoir », BBC, 13 janvier 2021.
[66] « Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536 (2020) (S/2021/569) », ONU, 25 juin 2021.
[67] Ibid.
[68] Entretiens de Crisis Group, sources confidentielles, août 2023.
[69] Entretiens téléphoniques de Crisis Group, membres des milices pro-gouvernementales de la Ouaka, juin 2024. En raison de leur difficile encadrement juridique en tant que société militaire privée, les abus des paramilitaires de Wagner restent pour la plupart impunis. « Rapport d'enquête

Le redéploiement de l'armée a aussi favorisé les abus à l'encontre des transhumants. Après une première phase de ciblage systématique des éleveurs, l'armée centrafricaine et Wagner ont réduit en 2022 l'ampleur des attaques, mais ils ont développé des comportements prédateurs similaires à ceux des groupes armés. Plusieurs sources interrogées par Crisis Group ont signalé des cas de racket, de vol de bétail ou de monnayage dans le règlement des conflits agropastoraux dans le nord-ouest, le centre et le nord-est du pays.[70] Les retards et détournements de salaire, qui touchent régulièrement les forces de sécurité, et des procédures de recrutement médiocres sont propices à de tels comportements.[71] Ces agissements confèrent une nouvelle légitimité aux groupes armés : lorsque les militaires s'associent aux jeunes hommes d'un village pour voler du bétail, les éleveurs n'ont d'autre choix que de se tourner vers ces groupes pour se défendre.[72]

Ces pratiques nuisent aussi à la réputation des forces de défense. Des gendarmes et autorités administratives interrogés par Crisis Group se sont dits agacés de voir des soldats outrepasser leurs prérogatives ou se livrer au vol organisé de bétail.[73] Si la hiérarchie militaire a pris des mesures sur le terrain, comme l'arrestation d'un officier pour vol de bétail dans le nord-est du pays en novembre 2023, le problème reste d'ampleur. La réouverture quelques mois plus tôt du tribunal militaire permanent à Bangui, qui a pu inhiber les tentations prédatrices de certains éléments, laissait espérer que les juridictions militaires allaient pouvoir gérer de manière plus systématique certaines dérives individuelles, mais sa capacité opérationnelle est limitée.[74]

B. *Les déficits de la réponse non sécuritaire*

1. Des infrastructures et organismes de gestion en déshérence

Pendant des décennies, les couloirs de transhumance centrafricains ont été équipés d'infrastructures qui incitaient les éleveurs à les emprunter. A partir des années 1960, ces routes ont notamment été dotées de centres vétérinaires ou d'unités de détiquage (des bains destinés à enlever les tiques des animaux). Ces services étaient considérés comme essentiels par les éleveurs afin de maintenir leur cheptel en bonne santé.[75]

La RCA disposait aussi de mécanismes étatiques et associatifs fonctionnels, qui ont joué un rôle clé pour organiser le secteur et gérer les conflits. Créés dans les années 1980, les Groupements d'intérêts pastoraux (GIP), rassemblés au sein d'associations socioprofessionnelles comme la Fédération nationale des éleveurs centrafricain (FNEC), ont permis aux éleveurs de se syndiquer pour défendre leurs intérêts.[76] En

sur la l'attaque de Boyo, préfecture de la Ouaka », Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU, 2022.

[70] Entretiens de Crisis Group, sources confidentielles, Bangui, mai 2024.

[71] Ibid.

[72] Ibid.

[73] Entretien de Crisis Group, source militaire, Bouboui, juin 2023.

[74] Entretien de Crisis Group, chef de la jeunesse d'un village concerné par la transhumance, Bangui, septembre 2023. « Un nouveau siège pour le tribunal militaire de Bangui », Minusca, 10 août 2023. Entretiens de Crisis Group, sources confidentielles, Bangui, avril 2024.

[75] Entretiens téléphoniques de Crisis Group, cadres de la communauté peul centrafricaine, décembre 2024. « Les Peuls Mbororo dans le conflit centrafricain », Ifri, avril 2021.

[76] Entretiens de Crisis Group, responsables de la FNEC, Bangui, juin 2023.

1986, les autorités ont aussi tenté de structurer l'espace pastoral, en mettant en place des Zones d'action agropastorale (ZAGROP) garantissant aux éleveurs un droit d'exploitation exclusif sur une zone délimitée.[77] Entre 1988 et 1995, ce mécanisme a été adapté aux petits groupements d'éleveurs, via les Unités pastorales.[78] En 1995, les autorités ont cherché à améliorer les interactions entre les parties impliquées en créant des associations éleveurs-agriculteurs qui offraient des mécanismes de résolution des conflits agropastoraux.[79]

Cependant, à partir de la fin des années 1990, alors que l'Etat se trouvait affaibli après une série de crises politiques, ces mécanismes sont progressivement tombés en déshérence.[80] Quand est survenu le coup d'Etat en 2013, les infrastructures vétérinaires avaient presque toutes disparu, tandis que les organismes de gestion et de représentation comme l'Agence nationale de développement de l'élevage (ANDE), un organe technique relevant du ministère de l'Elevage, et les ZAGROP n'étaient plus opérationnels.[81]

La FNEC a récemment réaffirmé son rôle et sa légitimité dans la gestion des conflits agropastoraux. En 2021, les éleveurs se sont appuyés sur ce syndicat, qui dispose encore de représentants dans tout le pays, pour faire remonter leurs doléances face aux exactions de l'armée et de son allié russe.[82] Après cette réunion, en avril 2022, la FNEC a commencé à distribuer, avec le soutien des paramilitaires de Wagner, des cartes d'identification aux éleveurs pour les distinguer des rebelles.[83] Ces cartes sont vendues dans ses points de représentation à travers le pays, de 10 000 francs CFA (environ 15 euros) pour les Centrafricains à 12 000 francs CFA (environ 18 euros) pour les étrangers.[84] La majorité des éleveurs rencontrés par Crisis Group en possèdent une. La vente de ces cartes constitue aujourd'hui la principale source de revenus de la FNEC et contribue à restaurer les capacités de l'organisme.[85]

La distribution de ces cartes représente un pas important dans la lutte contre les bavures des autorités et le ciblage des transhumants. Mais ce service n'est pas systématique et son accès est limité à quelques centres urbains. Certains éleveurs, notamment étrangers, ignorent son existence, tandis que d'autres rechignent à parcourir de longue distance en brousse pour récupérer le document en ville. Ces cartes sont aussi aisément falsifiables et des éleveurs se font escroquer par des personnes prétextant être des représentants de l'Etat ou de la FNEC.[86]

Des éleveurs ont également recours à des stratégies additionnelles pour se protéger. Dans l'ouest du pays, qui bénéficie d'un meilleur réseau téléphonique grâce à sa

[77] Ibid.
[78] Ibid.
[79] Ibid.
[80] Entre autres, la gestion hasardeuse de l'administration sous la présidence d'Ange-Félix Patassé (1993-2003), les mutineries de l'armée en 1996-1997, le putsch de François Bozizé en 2003 et les rébellions des années 2006-2007.
[81] Entretien de Crisis Group, cadre de l'ANDE, Bangui, juin 2023.
[82] Entretiens de Crisis Group, responsables de la FNEC, Bangui, Kaga-Bandoro et Kabo, juin-juillet 2023.
[83] Entretien téléphonique de Crisis Group, source confidentielle, janvier 2025.
[84] Ibid.
[85] Ibid. Plus de 1 000 cartes ont été attribuées lors de la première campagne de distribution en 2022.
[86] Entretien de Crisis Group, chef de campement peul, Grimari, août 2023.

proximité avec le Cameroun, de nombreux éleveurs échangent via Facebook ou WhatsApp des informations sur les vols de bétail afin d'identifier là où les têtes dérobées seront vendues et intercepter les voleurs, parfois avec l'aide des forces de l'ordre locales ou camerounaises. Dans le reste du pays, les éleveurs les plus aisés et certains néo-éleveurs louent des camions ou des bateaux pour déplacer le bétail entre deux lieux de pâturage ou pour aller le vendre, limitant les risques de vol et d'attaques qui surviennent le plus souvent en brousse, y compris près des marchés.[87] Si elles sont efficaces, ces mesures restent néanmoins limitées à certaines zones géographiques ou à certains groupes d'éleveurs.

2. Des manœuvres politiques dangereuses

Une fois les groupes rebelles affaiblis sur le plan militaire, le président Touadéra a tenté de s'assurer le soutien politique des Peul, qui dominent le secteur de l'élevage en RCA. Bangui a appuyé la réactivation de la FNEC, composée en majorité de membres de ce groupe ethnique. Le chef de l'Etat a nommé les maires des communes d'élevage qui siègent au conseil d'administration de la fédération (la RCA n'ayant pas organisé d'élections municipales depuis 35 ans, le FNEC ne pouvait pas fonctionner sans ces nominations). En 2022, le président Touadéra a également assisté personnellement à l'assemblée générale de la FNEC, démontrant son influence au sein de la fédération.[88]

Depuis 2021, cette tentative de contrôle politique des éleveurs s'est aussi traduite par de nombreux ateliers de sensibilisation destinés à promouvoir une transhumance pacifique. Si ces initiatives montrent l'intérêt de l'Etat pour le sujet et sont, à ce titre, à encourager, elles ont parfois dévié de leur objectif affiché. Certaines ont servi à convaincre des rebelles de l'UPC de rejoindre l'armée ou des milices progouvernementales, ou à animer, auprès des éleveurs, des activités politiques de soutien au camp présidentiel.[89] En janvier 2025, dans le cadre d'une mobilisation dans tout le pays en faveur de la candidature du président Touadéra à la prochaine élection présidentielle, prévue en décembre 2025, des éleveurs et commerçants de bétail ont également manifesté à Bangui pour afficher leur soutien au chef de l'Etat.[90]

Ces initiatives n'améliorent pas nécessairement la perception des populations sédentaires vis-à-vis des éleveurs. Au contraire, elles contribuent souvent à associer certains groupes de Peul au parti au pouvoir, ce qui peut placer ces derniers (y compris d'anciens combattants ayant exprimé leur volonté de désarmer) dans le viseur des 3R et de l'UPC ou d'autres milices opposées à l'Etat. Cette dynamique risque d'exposer les éleveurs à des violences ultérieures et, à terme, d'accroître les conflits locaux.[91]

[87] Entretiens de Crisis Group, éleveurs, Ndélé, août 2023.
[88] « Président Touadéra a pris part à la cérémonie de clôture de l'Assemblée générale de la Fédération Nationale des Éleveurs Centrafricains », *Nouvelles Plus*, 1er avril 2022. « Centrafrique : coup de pouce de l'UE au financement des prochaines municipales », RFI, 18 mai 2024.
[89] « Centrafrique : Plusieurs dizaines de rebelles de l'UPC se sont rendus volontairement aux FACA à Alindao », Radio Ndeke Luka, 24 décembre 2021.
[90] « Présidentielle 2025 en RCA : les éleveurs et commerçants de bétail s'alignent derrière la candidature de Touadéra », *Alwihda*, 27 janvier 2025.
[91] Entretien de Crisis Group, maire d'une commune d'élevage, Bangui, juin 2023 ; entretiens de Crisis Group, éleveurs et représentants de la communauté peul, 2023-2024.

3. Un cadre législatif peu adapté

La gestion de la transhumance, et notamment des nouvelles dynamiques qui transforment le secteur, est aussi entravée par un cadre législatif obsolète. Le code foncier centrafricain a été mis en place en 1965 et n'a depuis jamais été révisé.[92] L'absence de lois régissant clairement les droits fonciers des différents usagers de la terre – agriculteurs, éleveurs, opérateurs miniers, chasseurs, gardes forestiers, etc. – favorise l'émergence de conflits et prive l'Etat de leviers légaux pour les résoudre. Un projet de loi foncière agropastorale a été rédigé en 2021, mais celui-ci ne peut être voté avant la promulgation d'un nouveau code foncier général, lequel est toujours en préparation. En l'état, ce dernier accorde, en outre, la priorité à d'autres secteurs réputés plus lucratifs, comme les mines ou les eaux et forêts.[93]

Face à ce vide juridique, la société civile a développé des solutions alternatives sous la forme de « contrats sociaux ».[94] Ces arrangements clarifient à l'échelle locale les responsabilités, les droits et les devoirs des parties prenantes à la transhumance et définissent les règles en cas d'infraction. Bien que non contraignantes juridiquement, ces initiatives ont parfois réussi à instaurer une certaine régulation dans un contexte de faiblesse de l'appareil judiciaire.[95]

C. *Des interventions internationales multiples mais peu coordonnées*

Depuis 2013, les conflits liés à la transhumance sont au cœur des interventions internationales en RCA. Pour coordonner les multiples projets, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a créé en 2015 un Groupe de travail sur la transhumance (GTT).[96] Mais la volonté du ministère de l'Elevage de contrôler le GTT et les difficultés à s'adapter aux changements observés sur le terrain ont limité les effets de ces interventions.[97] Ces problématiques font néanmoins l'objet d'un intérêt renouvelé de la part du gouvernement. En mai 2024, les autorités centrafricaines ont organisé une conférence nationale, facilitée par la Minusca, pour trouver des solutions face à l'insécurité qui touche le secteur. Lors des discussions, les participants ont notamment souligné la nécessité de réhabiliter les infrastructures et les organismes de gestion de la transhumance, et ont insisté sur l'importance d'assurer un meilleur suivi des flux pastoraux.[98]

[92] Entretien de Crisis Group, cadre du ministère de l'Elevage, Bangui, juin 2023.
[93] Entretiens de Crisis Group, cadre de l'ANDE et spécialistes de la transhumance, Bangui, juin 2023.
[94] Entretien de Crisis Group, cadre de l'ONG Groupement de développement agropastoral (GDAP), Bangui, juin 2023.
[95] Ibid.
[96] Il réunit les principaux bailleurs de fonds occidentaux, notamment l'UE et la Banque mondiale, des ONG internationales, des organes de la société civile et d'autres institutions nationales, sous le patronage du ministère de l'Elevage et de la FAO. En 2023, la transhumance figurait en deuxième place dans la stratégie de réponse humanitaire du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). « Plan de réponse humanitaire, République Centrafricaine », OCHA, janvier 2023.
[97] Entretien de Crisis Group, point focal transhumance de la FAO, Bangui, juin 2023.
[98] « Urging Continued Support for Central African Republic, Peacekeeping Mission Head Cites UN's Role in Facilitating First Peaceful Transhumance Conference, Upcoming Elections », ONU, 27 juin 2024.

Les organisations internationales, notamment la Minusca et des ONG comme le Centre pour le dialogue humanitaire ou Concordis, s'investissent dans plusieurs secteurs d'activité. Certaines ont participé à faire de la transhumance une priorité politique ; d'autres ont apporté un soutien technique au ministère de l'Elevage ou directement aux éleveurs.[99] Plusieurs organisations tentent de renforcer la cohésion entre transhumants et sédentaires, en appuyant notamment la création de comités locaux axés sur la prévention et la résolution des conflits. Composés de représentants d'éleveurs et des groupes socioéconomiques concernés par la transhumance, ces structures ont mené des activités de sensibilisation, facilité des accords à l'amiable et instauré des systèmes d'alerte précoce pour anticiper le mouvement du bétail.[100] En 2024, l'Etat et la Minusca ont également mis en place des Comités de mise en œuvre préfectoraux (CMOP), prévus dans l'accord de paix de 2019, qui visent notamment à renforcer la sensibilisation auprès des populations.[101]

A défaut de mesure exacte, la quasi-totalité des acteurs interrogés par Crisis Group affirme que les comités locaux ont permis de diminuer les affrontements entre agriculteurs et éleveurs, par rapport aux premières années de la crise.[102] Cependant, ces structures ne sont pas présentes sur l'ensemble du territoire et ne disposent pas de moyens coercitifs pour faire appliquer leurs arbitrages.

Même si elle contribue à rétablir la confiance entre nomades et sédentaires, l'action internationale souffre d'un manque de coordination, tandis que la pérennité de son soutien suscite des interrogations. Si ces initiatives peuvent être individuellement efficaces et globalement appréciées des populations, leur existence dépend en effet des priorités des organisations qui les mettent en place, et elles ne sont pas suffi-

[99] Certaines organisations ont œuvré pour inclure la transhumance dans l'accord de paix de 2019 et ont appuyé l'élaboration de la stratégie nationale sur l'élevage. Cette stratégie comporte quatre axes : la création d'un environnement juridique et réglementaire ; l'augmentation et la valorisation de la production animale ; le développement régulé de la transhumance ; et le renforcement de la cohésion entre communautés agropastorales. Ces axes peinent à être mis en œuvre et n'intègrent pas assez les évolutions récentes du secteur, comme le néo-élevage. Parmi les organisations les plus engagées, on peut citer le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) pour la mise en œuvre de l'accord de paix, le COOPI pour l'appui technique et Concordis pour la vaccination. « Feuille de route de l'élevage en République Centrafricaine 2017-2021 », op. cit. Entretien téléphonique de Crisis Group, cadre de l'ANDE, décembre 2024.

[100] Les comités sont généralement inclusifs et comprennent des représentants des femmes, des jeunes et des groupes minoritaires. Entretien de Crisis Group, chargé de médiation agropastorale, HD, Bangui, juillet 2023.

[101] Ces comités sont composés des autorités préfectorales et sécuritaires ainsi que des représentants de la société civile. Pour l'instant, seul le CMOP de Bamingui-Bangoran a démarré des activités de sensibilisation. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, sources onusiennes et humanitaires, octobre 2024.

[102] Dans la zone englobant la sous-préfecture de Damara et les préfectures de la Kemo, de la Nana-Gribizi et de l'Ouham-Fafa, la Minusca compte environ 570 membres dans les comités d'alerte et 450 membres dans les comités de médiation. Ces réseaux de prévention et de gestion des conflits bénéficient d'une grande légitimité à l'échelle locale. En 2023, cette zone n'a connu que dix-sept cas graves de conflits, contre 49 en 2022. Entretien de Crisis Group, coordinateur des affaires civiles de la Minusca, Kaga-Bandoro, juillet 2023.

samment harmonisées entre elles ni avec l'Etat centrafricain.[103] Parfois, ces acteurs utilisent aussi des méthodes distinctes. Les comités locaux diffèrent, par exemple, dans leur appellation et leur fonctionnement suivant leur affiliation avec telle ou telle organisation, soulevant des problèmes de cohérence et des interférences.[104] Le ministère de l'Elevage manque, lui, de visibilité sur les interventions internationales et peine à coordonner ses partenaires non gouvernementaux.[105]

D. *Les enjeux de la transhumance tchado-centrafricaine*

Bien qu'elle soit l'une des principales sources de conflits, la transhumance transfrontalière tchado-centrafricaine n'a jamais été efficacement régulée.[106] De 2013 à 2023, les tensions diplomatiques entre le Tchad et la RCA, exacerbées par le coup d'Etat à Bangui, ont gelé la mise en œuvre des conventions bilatérales sur la transhumance.[107] Signés en 2012, les premiers accords prévoyaient notamment de réguler les mouvements des éleveurs de part et d'autre de la frontière et de déployer une patrouille militaire mixte.[108]

Après la fermeture de la frontière entre les deux pays en mai 2014, l'entrée du bétail tchadien en RCA s'opérait de façon clandestine, avec le soutien des autorités civiles et militaires tchadiennes. N'Djamena niait alors l'existence d'une transhumance tchado-centrafricaine et déclinait toute responsabilité dans la violence associée au néo-élevage tchadien.[109] Bangui, pour sa part, dénonçait une violation de sa souveraineté, tout en collectant des taxes illégales sur les éleveurs entrant sur son

[103] Entretiens de Crisis Group, point focal transhumance de la FAO, Bangui, juin 2023 ; autorités civiles et habitants de Ouandago (Nana-Grébizi), de Bambari et Kongué (Ouaka), et de Kabo (Ouham-Fafa), juin-juillet 2023.

[104] Ces comités prennent des dénominations variées telles que comité des sages, comité de médiation, comité de dialogue intercommunautaire ou de consolidation de la paix.

[105] « Mot de clôture du Directeur général du ministère de l'Elevage », atelier de redynamisation du mécanisme de coordination des activités de transhumance, Bangui, 8 juin 2023.

[106] Il n'existe pas de données officielles. Cependant, des professionnels du secteur estiment que 70 pour cent du bétail entrant en RCA proviendrait du Tchad. Entretiens de Crisis Group, superviseur du marché à bétail de Bouboui, cadre de l'ANDE, Bangui, juin-juillet 2023.

[107] Le coup d'Etat de 2013 en RCA et la détérioration consécutive des relations entre les deux pays ont empêché leur exécution. Les soldats tchadiens déployés à Bangui dans le cadre de la mission de maintien de la paix de l'Union africaine (Misca) avaient été accusés de partialité en faveur de la Séléka et de violence sur les civils. N'Djamena avait alors décidé de retirer son contingent et de fermer sa frontière avec la RCA. Entretien téléphonique de Crisis Group, membre d'une organisation de la société civile, décembre 2024. « Exactions en Centrafrique : le Tchad accuse l'ONU de diffamation », *Jeune Afrique*, 2 juin 2017.

[108] Cet accord reprenait les dispositions des accords sous-régionaux de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) qui promouvaient la mobilité pastorale mais n'avaient pas encore produit d'effets significatifs. « Mieux connaître les textes pour mieux prévenir les conflits liés à la transhumance », Minusca, 13 juin 2017.

[109] Les néo-éleveurs tchadiens entrent souvent en RCA munis de permis de port d'armes et d'autorisations d'entrée unilatéralement signées par les autorités tchadiennes. Entretiens de Crisis Group, responsable de l'ANDE et autorités administratives tchadiennes, Bangui (RCA) et Sarh, Danamadji et Sido (Tchad), juin et octobre 2023.

territoire.[110] Malgré une nouvelle convention en 2019, les deux pays n'ont jamais coordonné leurs politiques.[111]

Si les relations entre les deux voisins se sont apaisées depuis 2023, la transhumance peine à s'imposer comme une priorité. La RCA, à qui le Tchad reprochait d'abriter des groupes armés hostiles à son gouvernement, a autorisé N'Djamena à lancer, en mai 2023, des opérations militaires conjointes avec ses forces armées contre des rebelles tchadiens basés en territoire centrafricain.[112] Bangui a aussi été satisfait de l'exil en Guinée-Bissau en mars 2023 de l'ancien président Bozizé, qui continuait à piloter la CPC, la principale coalition rebelle, depuis le Tchad.[113] La réouverture de la frontière en mai 2024 a constitué un signe important de normalisation. Celle-ci s'est concrétisée par la création, en janvier 2025, d'une force bilatérale contre la criminalité transfrontalière et par la facilitation tchadienne ayant permis, en avril 2025, de faire revenir l'UPC et les 3R dans l'accord de paix de 2019.[114] Ce rapprochement est encourageant, mais Bangui et N'Djamena n'ont pas encore entamé les discussions pour la mise en œuvre des conventions de 2012 et 2019.

Ce manque de collaboration se traduit aussi au niveau de la société civile. Les principales associations pastorales de la région, comme la FNEC, font partie du Réseau Billital Maarobé, qui, depuis sa création en Afrique de l'Ouest en 2003, est devenu un laboratoire d'idées novatrices face aux mutations sécuritaires et climatiques qui affectent le secteur. Très présent au Sahel, ce réseau est peu actif en Afrique centrale, en grande partie à cause de la non-régulation de la transhumance tchado-centrafricaine, qui dégrade les relations entre les éleveurs des deux pays et limite les possibilités de coopération.[115]

[110] Entretiens de Crisis Group, chefs de campements d'éleveurs, Danamadji, Tchad, octobre 2023.
[111] La déclaration de N'Djamena clôturait une conférence internationale des ministres en charge de la Défense, de la Sécurité et des Aires protégées sur la lutte contre le braconnage et autres activités criminelles transfrontalières en Afrique centrale. Le manque de coordination est aussi mis en évidence par certaines initiatives unilatérales. En 2018, le Tchad a supprimé la force mixte Tchad-Soudan-RCA au profit d'une force Tchad-Soudan. Côté centrafricain, une initiative issue du dialogue républicain de mars 2022, qui visait à créer une commission de gestion des frontières, n'a pas inclus le Tchad. La Minusca a appuyé la relance de la Commission nationale en charge de la gestion des frontières (CNCGF), créée dans les années 2000 et jusqu'alors inefficace. Entretien de Crisis Group, directeur général du suivi-évaluation, ministère de l'Elevage, Bangui, août 2023.
[112] « Nord-Ouest de la RCA : forces tchadiennes et centrafricaines y mènent une opération, selon N'Djamena », RFI, 16 mai 2023.
[113] « Centrafrique : indésirable au Tchad, Bozizé s'exile en Guinée Bissau », *Africanews*, mars 2023.
[114] En 2021, le Tchad avait accusé l'armée centrafricaine et Wagner d'avoir enlevé et exécuté cinq de ses soldats. « Tensions entre le Tchad et la Centrafrique sur fond de bras de fer entre la France et la Russie », *Jeune Afrique*, 1 juin 2021. « La Centrafrique et le Tchad s'accordent pour créer une force mixte de sécurisation des frontières », *Jeune Afrique*, 24 octobre 2024. « Tchad et RCA : Vers une force conjointe pour lutter contre les menaces transfrontalières », *Alwihda*, 31 janvier 2025.
[115] Le réseau comptait en 2019 environ 75 organisations pastorales. Il a notamment initié un système de gestion de données de la transhumance pour favoriser le suivi de la mobilité pastorale en Afrique de l'Ouest. Voir le site de l'organisation : www.maroobe.com.

IV. Vers une transhumance apaisée et sécurisée

L'amélioration de la situation sécuritaire depuis 2021 et l'apaisement des relations avec le Tchad représentent une opportunité pour la RCA et ses partenaires – notamment la Minusca et l'UE – de s'attaquer de front aux violences associées à la transhumance. Pour ce faire, les autorités centrafricaines ne devraient pas uniquement traiter la question sous l'angle sécuritaire mais chercher aussi à exploiter le potentiel économique du secteur, en retrouvant notamment leur rôle de régulateur. Bangui pourrait également faire appel à la Russie et au Rwanda, qui ont déjà manifesté leur intérêt pour explorer les opportunités économiques liées à la transhumance, afin de réhabiliter les infrastructures pastorales.

A. *S'adapter aux nouvelles dynamiques*

1. Démilitariser la transhumance

Les opérations militaires contre l'UPC et les 3R, conduites par l'armée centrafricaine et ses alliés depuis 2021, ont contribué à diminuer la puissance de ces groupes, mais elles ne suffiront pas à les éradiquer dans l'arrière-pays. Sur le court terme, et alors que les élections se profilent à l'horizon, Bangui et les représentants de l'UPC et des 3R devraient chacun respecter les engagements pris en avril 2025 pour raviver l'accord de paix de 2019 et déposer les armes afin d'éviter des troubles pendant le scrutin de décembre 2025. Toutefois, pour stabiliser durablement un pays en proie depuis des décennies au banditisme et à des milices armées, le gouvernement devra continuer de s'engager à long terme en faveur de la décentralisation administrative et financière, ainsi que pour le développement de ses vastes zones rurales.[116]

Entre-temps, les autorités centrafricaines pourraient prendre des mesures pour priver l'UPC et les 3R de leur légitimité auprès des éleveurs. A cette fin, le gouvernement devrait continuer de lutter contre les mauvaises pratiques au sein de l'armée. Tout d'abord, l'état-major devrait veiller à ce que les soldats reçoivent leur solde et leur prime de déploiement dans les délais afin que ces derniers ne se livrent pas au racket. Bangui pourrait, ensuite, renforcer les capacités de la justice militaire en vue de sanctionner davantage les comportements délictueux de certains éléments. La RCA a déjà montré qu'elle pouvait sévir contre la prédation des forces de l'ordre. En août 2023, un arrêté interministériel a instauré une brigade de lutte contre les barrières illégales.[117] Composée d'éléments de l'armée, de la police, de la gendarmerie, et des ministères des Transports et des Finances, cette unité a procédé au démantèlement de dizaines de barrières illégales (même si certaines sont vite réinstallées). Bangui pourrait s'inspirer de cette initiative pour créer une force de lutte contre les taxations illégales le long des couloirs de transhumance.

La sécurité des éleveurs implique également de mieux lutter contre le vol de bétail. Les systèmes d'alerte mis en place via Facebook et WhatsApp dans l'ouest du pays pourraient être répliqués dans d'autres zones disposant du réseau téléphonique, par

[116] « Plan National de Développement 2024-2028 », ministère de l'Economie et du Plan, août 2024.
[117] Les barrières illégales sont des péages installés par les forces de défense et de sécurité pour racketter les usagers de la route. Un décret de juin 2023 détaille les 93 barrières de contrôle légales sur le territoire centrafricain, mais il reste peu connu des usagers de la route.

exemple dans la périphérie des grandes villes, avec une intervention des forces de l'ordre en cas de vol signalé. Pour limiter le racket et les vols, très fréquents à proximité des abattoirs, l'Etat et ses partenaires pourraient aussi soutenir financièrement le transport du bétail par camion vers ces infrastructures.

2. S'adapter à la nouvelle démographie des transhumants

Compte tenu de l'afflux d'éleveurs étrangers, y compris de néo-éleveurs, la répartition des transhumants sur le territoire pourrait être optimisée pour réduire les facteurs de conflit. L'Etat devrait évaluer de manière granulaire, y compris avec l'utilisation d'images satellitaires, la capacité d'accueil des pâturages et le volume du bétail transitant vers chaque région.[118] Cette évaluation permettrait d'étendre les couloirs de transhumance existants, d'en ouvrir de nouveaux dans les zones peu peuplées et d'orienter les éleveurs vers les routes appropriées. Les transhumants gagneraient à suivre cette répartition pour éviter d'entrer en compétition sur des pâturages insuffisants ou d'être confrontés à l'insécurité.[119]

Sur le long terme, le gouvernement centrafricain, avec l'appui de ses partenaires, devrait mieux définir la stratégie nationale relative à l'élevage et accompagner les tendances de fond qui transforment le secteur, comme la sédentarisation des transhumants. Il ne s'agit pas là de forcer la disparition des modes de vie nomade et de la culture des éleveurs, mais de soutenir ceux qui désirent se sédentariser – pour des questions de sécurité, de gestion du bétail ou d'accès aux soins de santé et à l'éducation – en leur proposant notamment des lieux d'installation et des races bovines mieux adaptées.

B. *Repenser la gestion de la transhumance*

1. Améliorer l'identification des éleveurs

Pour faciliter les contrôles des forces de sécurité et lutter contre l'amalgame entre éleveurs et rebelles, la Fédération nationale des éleveurs centrafricain (FNEC) gagnerait à étendre la distribution des cartes d'éleveurs. Cette démarche pourrait être accompagnée de formations spécifiques au fonctionnement de la transhumance en RCA afin de mieux encadrer les éleveurs étrangers et les convoyeurs employés par les néo-éleveurs. Pour faciliter l'accès aux éleveurs, la FNEC pourrait, avec l'appui financier des bailleurs de fonds occidentaux, installer des postes temporaires aux abords des couloirs de transhumance pendant la saison sèche. La distribution de ces cartes permettrait enfin une estimation plus fiable du volume de la transhumance, appuyant ainsi les efforts proposés précédemment pour optimiser la répartition des éleveurs sur le territoire.

Sur le plus long terme, l'identification des éleveurs permettrait de mettre en place un système de marquage du cheptel et de traçabilité de la viande qui faciliterait la

[118] Ces images pourraient être fournies par des entreprises de renseignement géospatial.

[119] L'ANDE cherche d'ailleurs des financements pour un projet d'état des lieux des ressources et infrastructures pastorales et des capacités d'accueil de la RCA. Cette évaluation pourrait être facilitée par un système d'observation satellitaire capable de mesurer la surface des pâturages et le volume de bétail. L'OIM a déjà lancé un projet pilote dans ce sens qui gagnerait à être davantage financé et perfectionné.

lutte contre le vol de bétail.[120] Un tel dispositif pourrait associer les éleveurs à leur bétail au sein d'un registre accessible par les forces de l'ordre, les marchés et les abattoirs, et permettant de tracer le bétail volé à chaque passage.

2. Raviver les mécanismes et les infrastructures de gestion

L'Etat devrait réactiver les mécanismes de gestion de la transhumance qui existaient jusque dans les années 1990, y compris les Zones d'action pastorale, les Unités pastorales et les associations éleveurs-agriculteurs. La remise en état de ces structures offrirait un cadre pour garantir les droits de tous les groupes concernés par la transhumance et faciliter la mise en œuvre du nouveau code foncier en cours de préparation (voir section IV.B.4 ci-dessous).

En parallèle, la reconstruction des infrastructures dans les couloirs de transhumance encouragerait les éleveurs à utiliser à nouveau ces routes, contribuant à contenir les violences.[121] Des services comme les points d'eau, les bains de détiquage ou les parcs de vaccination sont en effet essentiels pour garantir la santé des troupeaux, à condition toutefois qu'ils soient accompagnés d'un effort pour former et déployer du personnel qualifié pour les gérer. Face à la menace persistante des groupes armés, la protection des éleveurs serait aussi plus facile à assurer si ces derniers étaient regroupés dans des endroits balisés et sécurisés par les forces de l'ordre. Enfin, de nouvelles infrastructures permettraient d'attirer les troupeaux des néo-éleveurs dans les zones prévues, favorisant l'encadrement du secteur et réduisant le risque de conflits agropastoraux.

Ces infrastructures pourraient aussi inclure des services mobiles de santé (notamment pour la santé reproductive), des écoles temporaires, ainsi que des équipements mécaniques dédiés à des activités économiques traditionnellement réservées aux femmes, comme la production de lait ou de beurre. Ces services encourageraient les transhumants à se déplacer avec femme et enfants, renforçant leur résilience économique et atténuant les suspicions des sédentaires.

Des bailleurs de fonds comme l'UE ont déjà manifesté un intérêt à ce sujet et pourraient financer, au moins en partie, les travaux. La Russie et le Rwanda, qui cherchent à étendre leur présence économique en parallèle de leur soutien sécuritaire à l'Etat centrafricain, pourraient aussi s'impliquer dans ces projets. Toutefois, la mise en œuvre de ces initiatives pourrait être compromise par la suspension des financements de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et par la tendance croissante dans les pays occidentaux à réduire l'aide internationale.[122] C'est pourquoi les autorités centrafricaines devraient concentrer leurs efforts

[120] Différentes solutions économiquement viables pour marquer le bétail sont disponibles, telles que les boucles aux oreilles ou les puces RFID (Radio Frequency Identification), une technologie permettant de sauvegarder les données sur des puces électroniques et de les récupérer à distance. La RCA pourrait s'inspirer des nombreux pays qui ont déjà mis en place un tel système, comme le Burundi. Entretien téléphonique de Crisis Group, directeur d'une entreprise française de marquage du bétail, septembre 2023.

[121] Selon le Plan national de développement, « le renforcement de la gouvernance autour de la transhumance et l'amélioration des infrastructures sont essentiels pour améliorer la productivité du secteur et réduire les conflits ». « Plan National de Développement 2024-2028 », op. cit.

[122] « Suspension de USAID : quelles conséquences pour l'Afrique ? », TV5 Monde, 20 février 2025.

sur les couloirs de transhumance les plus utilisés par les éleveurs, en créant une offre de services et de protection susceptible de déclencher un effet domino positif dans les zones limitrophes.

En échange des services fournis, le gouvernement centrafricain pourrait lever des taxes permettant de compenser les sommes investies. Qu'ils soient propriétaires de leur bétail ou employés pastoraux, les éleveurs sont sensibles à la santé de leur troupeau et ne rechigneraient pas à payer ces prestations.[123] La collecte des taxes serait par ailleurs facilitée par la concentration des éleveurs sur des zones délimitées. Une redistribution (même partielle) de ces taxes au niveau local améliorerait la perception des populations sédentaires vis-à-vis des éleveurs, surtout si les autorités communiquent efficacement sur le sujet.

3. Renforcer la sensibilisation

Les initiatives de sensibilisation menées par le gouvernement devraient sortir de leur logique partisane pour se concentrer sur la réduction de la stigmatisation dont souffrent les éleveurs. L'Etat devrait associer d'autres ministères, comme ceux de l'Agriculture et des Eaux et Forêts, aux actions déjà menées par le ministère de l'Elevage pour réaffirmer les bénéfices de la transhumance pour tous les groupes de population, y compris la stimulation du commerce, la disponibilité de la viande ou l'usage de bœufs de traction pour labourer les champs.

Ces missions conjointes permettraient aussi de mieux informer les éleveurs, en particulier le personnel employé par les néo-éleveurs, sur les coutumes centrafricaines, tout en préparant les populations sédentaires à l'arrivée des transhumants dans leur zone. Elles pourraient aussi encourager les agriculteurs à marquer leurs champs avec des signaux visibles, tels que des clôtures ou des marquages aux arbres, afin d'éviter la destruction involontaire des cultures.

Les Comités de mise en œuvre préfectoraux (CMOP) offrent un cadre opérationnel idéal pour mener de telles actions. La FNEC pourrait s'associer à ces comités pour sensibiliser les éleveurs étrangers, notamment les néo-éleveurs, aux pratiques pastorales centrafricaines et leur fournir des cartes d'identification.

4. Accélérer la réforme foncière

Sur le moyen terme, le gouvernement centrafricain devrait mieux harmoniser les différents usages de la terre en accélérant la réforme de la loi-cadre foncière, qui tarde à se concrétiser. Cela permettrait également d'améliorer le recouvrement des taxes foncières. Selon la Banque mondiale, la réforme permettrait en effet de générer près de 22 millions de dollars de recettes fiscales.[124] Entre-temps, l'Etat pourrait, de manière temporaire, développer des plans d'aménagement spécifiques aux zones les plus concernées par le pastoralisme afin de réguler les différents usages du foncier et

[123] Entretiens de Crisis Group, éleveurs de Ouandago (Nana-Grébizi), de Bambari et Kongué (Ouaka), et de Kabo (Ouham-Fafa), juin-juillet 2023 ; entretiens téléphoniques de Crisis Group, responsable de l'ANDE et spécialistes de l'élevage, juin 2024.

[124] « Perspectives économiques en République Centrafricaine : appel à la mobilisation des recettes intérieures pour une croissance soutenue », Banque mondiale, 23 janvier 2020.

réduire les conflits. Ce type de solution est déjà expérimenté à l'est du pays, où l'Etat a délégué le plan d'aménagement régional à l'ONG de conservation African Parks.[125]

C. *Harmoniser les initiatives internationales*

Pour améliorer l'efficacité de l'action publique, il est primordial de mieux harmoniser les diverses initiatives internationales relatives à la transhumance. Le Groupe de travail sur la transhumance (GTT) – créé en 2015 par la FAO pour offrir un cadre de coordination entre le gouvernement, les bailleurs de fonds, les agences onusiennes et les ONG – pourrait être revitalisé et doté d'un système de gouvernance concertée permettant de pallier les blocages qui ont pu entraver son action dans le passé. Le consensus parmi les principaux acteurs de la transhumance, qui s'est exprimé lors de la conférence nationale de 2024, est un signe encourageant à cet égard.

La relance d'une telle structure permettrait à l'Etat et à ses partenaires d'avoir une meilleure visibilité sur les projets menés par chacun. Elle offrirait aussi un cadre opérationnel pour optimiser les efforts des différents acteurs, notamment pour standardiser le rôle et les prérogatives des comités locaux de prévention et de résolution des conflits agropastoraux, dont le nombre et la répartition sur le territoire pourraient être étendus.

D. *Raviver la coopération avec le Tchad*

L'apaisement des relations entre le Tchad et la RCA offre une marge de manœuvre pour raviver les conventions sur la transhumance de 2012 et 2019, et renforcer la stabilité régionale. La régulation de la transhumance transfrontalière devrait être la priorité, et la première étape pourrait être de mener des opérations de recensement et de sensibilisation aux postes-frontières. La mise en œuvre de ces accords devrait s'effectuer au niveau gouvernemental, mais aussi impliquer les communautés rurales de part et d'autre des frontières.[126]

Les patrouilles mixtes créées en janvier 2025 constituent un préalable à la réussite de la coopération entre les deux pays. Celles-ci pourraient notamment s'attaquer à la transhumance armée transfrontalière et aux vols de bétail afin de prévenir d'éventuelles crises sécuritaires liées à l'arrivée croissante de la transhumance sahélienne et de mieux lutter contre les rebelles le long de la frontière.

L'amélioration de la gestion de la transhumance tchado-centrafricaine passera aussi par une meilleure représentation des éleveurs au niveau transnational. La FNEC pourrait s'appuyer sur les organisations existantes, telles que le Réseau Billital Maarobé dont elle est déjà membre, pour instaurer un cadre d'échange avec les éleveurs tchadiens et mieux faire remonter leurs doléances lors de l'élaboration des stratégies en matière de transhumance au niveau national et sous-régional.[127]

[125] African Parks est une ONG de conservation de la nature créée en 2000 en Afrique du Sud. Entretien de Crisis Group, employé d'une ONG de conservation de parcs naturels, Bangui, mai 2024.
[126] « Le très discret exil de François Bozizé à Bissau », *Jeune Afrique*, 28 juin 2023. « Nord-Ouest de la RCA : forces tchadiennes et centrafricaines y mènent une opération, selon N'Djamena », RFI, 16 mai 2023.
[127] Entretien de Crisis Group, cadre de l'ANDE, Bangui, juin 2023.

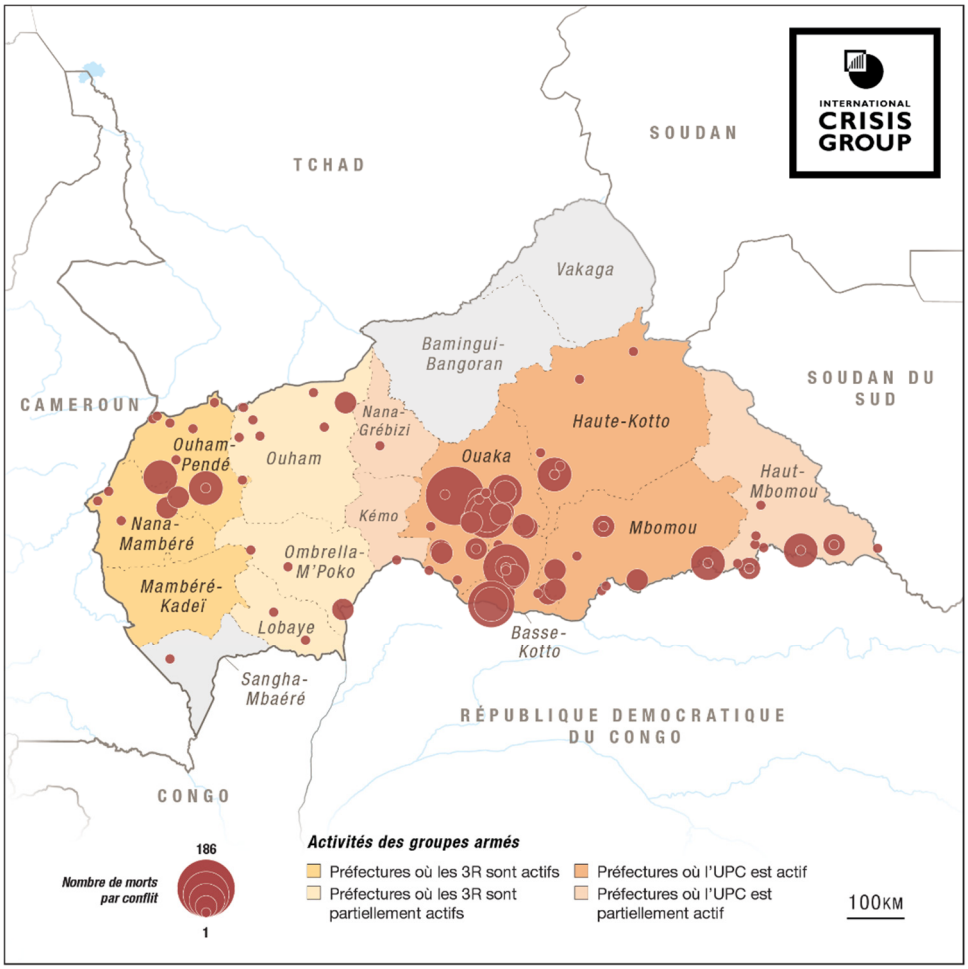
V. Conclusion

Dix longues années de crise en RCA ont exacerbé les conflits dans le secteur de l'élevage, l'un des piliers de l'économie centrafricaine. Mais le retour de l'Etat en province depuis 2021 et des relations plus apaisées avec le Tchad offrent aujourd'hui à Bangui une opportunité inédite pour lutter contre la violence associée à la transhumance. Si la réponse du gouvernement a été jusqu'à présent avant tout sécuritaire, les autorités centrafricaines ont démontré une volonté d'agir dans ce domaine, comme en témoigne l'organisation d'une conférence nationale en 2024. Malgré des interventions peu coordonnées, les ONG et les agences onusiennes ont, elles aussi, manifesté un vif intérêt pour la question, tout comme l'UE et de nouveaux acteurs tels que la Russie et le Rwanda.

Cette conjoncture favorable devrait encourager Bangui à dépasser la simple approche sécuritaire pour s'attaquer aux racines des violences agropastorales, qui compromettent tout retour à la paix, et engager une réflexion plus large sur la forme et les méthodes d'élevage les plus durables pour la RCA. Cela implique notamment de repenser la gestion de la transhumance en redonnant à l'Etat son rôle de régulateur, de réhabiliter les infrastructures pastorales aujourd'hui en déshérence et de doter le pays d'un cadre législatif mieux adapté aux dynamiques actuelles. Libérer le potentiel économique de l'élevage permettrait en outre à l'Etat centrafricain de générer de précieuses recettes fiscales, essentielles pour assurer le développement à long terme du pays.

Bangui, Nairobi, Bruxelles, 28 mai 2025

Annexe A : Conflits meurtriers liés à la transhumance en Centrafrique (2016-2025)



Sources : recherche de Crisis Group, Natural Earth, OSM. Les données ne sont pas exhaustives.
Mai 2025 / CRISIS GROUP

Annexe B : Evénements principaux en RCA entre 2014 et 2025

23 mars 2013
Coup d'Etat de la Séléka. Le président François Bozizé est renversé. Michel Djotodia prend le pouvoir.

Avril 2013
Feuille de route pour la transition signée à N'Djamena (Tchad) sous l'égide de la CEEAC (Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale).

5 décembre 2013
Prise de Bangui par les milices anti-balaka, opposées à la Séléka. Lancement de l'opération militaire française Sangaris, en appui à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca) de l'Union africaine (UA).

Janvier-février 2014
Catherine Samba-Panza est nommée présidente de la transition, alors que les forces de l'ex-Séléka se retirent vers le nord et l'est du pays.

24 juillet 2014
Signature à Brazzaville (République du Congo) du premier accord de cessation immédiate des hostilités entre les ex-Séléka et les anti-balaka.

Septembre 2014
Arrivée de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca), qui prend le relais de la Misca.

Avril 2015
Accord de paix signé à Nairobi (Kenya) entre les anciens présidents François Bozizé et Michel Djotodia. L'accord est cependant contesté par les autorités de transition.

4-11 mai 2015
Forum de réconciliation nationale à Bangui réunissant les acteurs politiques, les représentants des groupes armés et la société civile. Il débouche sur des recommandations majeures, dont la fin de l'impunité, le désarmement des groupes armés et la tenue d'élections libres.

Décembre 2015
Elections présidentielles et législatives, dans un contexte de forte insécurité hors de Bangui, de désarmement inachevé des groupes armés et de défiance envers l'Etat.

31 mars 2016
Faustin-Archange Touadéra prête serment comme président après avoir remporté le second tour de l'élection présidentielle.

Novembre 2016
Accords de paix signés à Luanda (Angola) entre certains groupes armés et le gouvernement centrafricain. Chaque groupe armé a signé un accord séparé.

19 juin 2017
Signature d'un accord de paix entre le gouvernement centrafricain et treize groupes armés, sous l'égide de la communauté Sant'Egidio à Rome (Italie).

Juillet 2017
Feuille de route pour la paix adoptée à Libreville (Gabon) sous l'égide de l'UA.

Janvier 2018
Livraison d'armes et déploiement d'instructeurs par Moscou pour renforcer les capacités des forces armées centrafricaines. La mesure a été approuvée par le Comité de sanctions de l'ONU dans le cadre d'une exemption à l'embargo sur les armes imposé en 2013.

Août 2018
Sous l'égide de la Russie et du Soudan, quatre groupes armés centrafricains signent à Khartoum (Soudan) une déclaration d'entente en faveur de la paix. Cette initiative, qui concurrence le processus officiel de l'UA, suscite des tensions. Les groupes signataires s'en retirent dès octobre 2018.

Février 2019
Signature d'un accord de paix entre le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés, sous l'égide de l'UA et de l'ONU, et avec le soutien décisif de la Russie et du Soudan.

Décembre 2020
Elections présidentielles et législatives. Création de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) par la fusion de six groupes armés (quatre issus de l'ex-Séléka et deux des anti-balaka) afin de perturber les élections.

Janvier 2021
Offensive de la CPC sur Bangui repoussée par les forces centrafricaines, russes et rwandaises. Ces dernières lancent alors une contre-offensive et reprennent en quelques mois la majorité des grandes villes du pays.

Mars 2021
Le président Touadéra prête serment pour son deuxième mandat après sa réélection lors du scrutin de décembre 2020.

Août 2023
Référendum constitutionnel menant au renforcement des pouvoirs de l’exécutif et à la suppression de la limite de deux mandats présidentiels.

Avril 2025
Le gouvernement centrafricain signe à N’Djamena, sous facilitation tchadienne, un accord avec les groupes armés UPC et 3R en vue de les réintégrer dans le processus de paix de 2019.

Annexe C : Chronologie des conflits liés à la transhumance en RCA, 2016-2025

Cette liste recense les conflits liés à la transhumance ayant fait plus de dix morts en RCA entre mars 2016 et mai 2025. Elle se base sur des rapports sécuritaires confidentiels, des rapports onusiens et d'ONG, et des articles de presse. Elle ne se prétend pas exhaustive.

4 juillet 2016 – Ville de Bambari (préfecture de la Ouaka)
Deux factions de l'UPC se sont affrontées à Bambari, sur fond de lutte de pouvoir interne. Au moins dix personnes ont été tuées et 25 autres blessées.

4 octobre 2016 – Bangui, 3ème arrondissement
Des milices d'autodéfense du 3ème arrondissement de Bangui, aussi connu sous le nom de PK5, ont érigé des barricades après la mort d'un commandant de l'armée centrafricaine. Des violences ont alors éclaté, causant la mort d'onze personnes, dont trois Peul.

15 octobre 2016 – Village de Ngakobo (préfecture de la Ouaka)
D'anciens membres de la Séléka affiliés à l'UPC ont attaqué un camp de déplacés à Ngakobo, tuant onze personnes et en blessant au moins dix autres.

21-23 novembre 2016 – Ville de Bria (préfecture de la Haute-Kotto)
Des affrontements entre groupes de l'ex-Séléka, notamment l'UPC et le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), ont éclaté à Bria, tuant au moins 85 civils.

21-27 novembre 2016 – Villes de Bocaranga et de Koui (préfecture de l'Ouham-Pendé)
Des combattants du groupe 3R ont tué au moins 50 civils, violé des femmes et des jeunes filles, et provoqué le déplacement d'au moins 17 000 personnes.

11-12 décembre 2016 – Ville de Bakala (préfecture de la Ouaka)
Des affrontements entre le FPRC et l'UPC ont causé la mort d'au moins 30 personnes à Bakala. Certaines sources évoquent un bilan plus meurtrier. Le nombre exact de civils parmi les victimes reste incertain.

28 décembre 2016 – Village de Yambele (préfecture de la Ouaka)
L'UPC a attaqué le village de Yambele (sud-est de Bambari), tuant au moins dix civils.

4-7 février 2017 – Village de Ndassima (préfecture de la Ouaka)
Des combats entre le FPRC-Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) et l'UPC à Ndassima ont fait au moins vingt morts.

17 mars 2017 – Zone d'Agoudou-Manga (préfecture de la Ouaka)
Le FPRC a accusé l'UPC d'avoir tué près de 80 personnes dans la zone d'Agoudou-Manga. L'UPC a accusé le FPRC d'avoir incendié des villages et tué près de 45 civils en représailles.

20-22 mars 2017 – Villages près de Bakouma (préfecture du Mbomou)
Des affrontements entre des anti-balaka et des miliciens de l'UPC ont tué au moins vingt personnes dans des villages près de Bakouma.

21 mars 2017 – Ville de Yassine (préfecture de la Ouaka)
Des combattants de l'UPC ont attaqué la ville de Yassine, où les anti-balaka et le FPRC avaient évacué les habitants de Wadja Wadja et de Agoudou-Manga pour les protéger. Ils ont tué au moins dix-huit civils, dont dix enfants.

22 mars 2017 – Zone d'Agoudou-Manga (préfecture de la Ouaka)
Des combattants de l'UPC ont tué au moins 50 personnes et en ont blessé des dizaines d'autres dans la zone d'Agoudou-Manga, notamment à Yassenemem, à Agoudou-Manga et à Nyouyanza.

Avril 2017 – Axe Bangassou-Rafai (préfecture du Mbomou)
Des affrontements entre des anti-balaka et des membres de l'UPC alliés à des éleveurs peul ont tué onze civils sur l'axe Bangassou–Rafai.

2 mai 2017 – Ville de Niem-Yelewa (préfecture de la Nana-Mambéré)
Le groupe 3R a tué douze personnes et occupé la ville de Niem-Yelewa pendant douze jours.

8 mai 2017 – Ville d'Alindao (préfecture de la Basse-Kotto)
L'UPC et des miliciens anti-balaka se sont affrontés à Alindao. En représailles, l'UPC s'en est pris aux civils. La Croix-Rouge locale a recensé au moins 130 corps après les combats.

14-19 mai 2017 – Ville de Bria (préfecture de la Haute-Kotto)
Des affrontements entre l'UPC et la coalition FPRC/anti-balaka ont éclaté à Bria, tuant près de 100 personnes.

28 juin-3 juillet 2017 – Ville de Zémio (préfecture du Haut-Mbomou)
L'UPC et un groupe local d'autodéfense se sont affrontés à Zémio, faisant environ 28 morts.

3 août 2017 – Ville de Gambo (préfecture du Mbomou)
L'UPC et des anti-balaka se sont affrontés à Gambo, faisant plus de 30 morts, dont des civils.

10 octobre 2017 – Ville de Kembe (préfecture de la Basse-Kotto)
Un groupe d'anti-balaka a attaqué des musulmans réfugiés dans la mosquée de Kembe, située entre Alindao (contrôlée par l'UPC) et Bangassou (sous contrôle de milices anti-balaka depuis mai 2017). Les anti-balaka ont tué environ vingt personnes.

18 octobre 2017 – Village de Pombolo (préfecture du Mbomou)
Des affrontements entre des combattants anti-balaka et des membres de l'UPC ont fait au moins 26 morts.

20-23 novembre 2017 – Village de Dembia (préfecture du Mbomou)
Après des accrochages avec des anti-balaka, l'UPC a attaqué et pillé le village de Dembia, faisant environ 60 morts.

3-7 décembre 2017 – Ville d'Ippy (préfecture de la Ouaka)
Des miliciens anti-balaka et la coalition UPC/FPRC se sont affrontés à Ippy, faisant environ 53 morts.

5 janvier 2018 – Ville de Kembe (préfecture de la Basse-Kotto)
Des combattants de l'UPC et des anti-balaka se sont affrontés près de Kembe, faisant environ quinze morts.

18-20 mars 2018 – Ville d'Alindao (préfecture de la Basse-Kotto)
Des anti-balaka et des combattants de l'UPC se sont affrontés dans le sud d'Alindao. La Minusca est intervenue pour protéger les civils. Les anti-balaka ont tué dix éléments de l'UPC.

20 mars 2018 – Village de Tagbara (préfecture de la Ouaka)
L'UPC a exécuté un milicien anti-balaka à Gotile. En représailles, les anti-balaka ont tué quinze hommes dans le village de Tagbara.

22 mars 2018 – Village de Seko (préfecture de la Ouaka)
Après les événements de Tagbara, des membres de l'UPC et des éléments anti-balaka se sont affrontés à Seko, faisant une dizaine de morts parmi les civils, dont des enfants.

3 avril 2018 – Village de Seko (préfecture de la Ouaka)
Après le retrait des troupes de la Minusca de l'église Saint Charles Lwanga à Seko, où elles s'étaient déployées pour protéger les civils qui y avaient trouvé refuge, l'UPC a tué 23 personnes.

15-17 mai 2018 – Ville de Bambari (préfecture de la Ouaka)
Après le meurtre de trois Peul, des éléments de l'UPC ont attaqué des forces de sécurité et des civils à Bambari, tuant au moins 21 personnes.

18 juillet 2018 – Village de Pombolo (préfecture du Mbomou)
Des anti-balaka venus de Bangassou ont attaqué des éléments de l'UPC à Pombolo. Dix-sept personnes sont mortes dans l'affrontement.

2 août 2018 – Village de Lioto (préfecture de la Ouaka)
Des miliciens anti-balaka et des membres de l'UPC se sont affrontés à Lioto, faisant 25 morts.

15 novembre 2018 – Ville d'Alindao (préfecture de la Basse-Kotto
Des éléments anti-balaka ont attaqué des civils musulmans à Alindao. En représailles, l'UPC a attaqué le camp de déplacés d'Alindao. Au total, environ 112 personnes ont été tuées.

31 décembre 2018 – Ville de Bakouma (préfecture du Mbomou)
L'UPC et le FPRC ont attaqué des miliciens anti-balaka et des membres de l'armée nationale à Bakouma, faisant au moins douze morts.

24 janvier 2019 – Ville d'Ippy (préfecture de la Ouaka)
Un combattant de l'UPC en état d'ébriété a ouvert le feu sur des civils lors d'un enterrement dans le quartier de Djama-Yakania, dans la ville d'Ippy. L'homme a tué treize civils et en a blessé environ vingt autres.

4 avril 2019 – Groupement de villages de Zangba (préfecture de la Basse-Kotto)
Des membres de l'UPC ont attaqué plusieurs villages de la localité de Zangba, tuant près de dix-huit personnes et incendiant des habitations.

17-23 avril 2019 – Groupement de villages de Zangba (préfecture de la Basse-Kotto)
Des membres de l'UPC et un groupe anti-balaka se sont affrontés pendant sept jours dans les villages de la localité de Zangba. Des dizaines de personnes sont mortes, certaines sources faisant état de plus de 100 victimes.

21 mai 2019 – Villages de Koundjili, de Lemouna et de Bohong (préfecture de l'Ouham Pendé)
Des combattants du groupe 3R ont tué au moins 46 civils lors d'attaques coordonnées dans plusieurs villages accusés d'abriter des voleurs de bétail. En 2023, la Cour pénale spéciale a condamné les responsables pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

27 septembre 2019 – Villages de Bangao et de Lioto (préfecture de la Ouaka)
Des affrontements entre des miliciens anti-balaka et des éléments de l'UPC à Bangao et à Lioto ont fait douze morts.

9 janvier 2020 – Ville d'Alindao (préfecture de la Basse-Kotto)
Des soldats de l'armée nationale et des membres de l'UPC se sont affrontés à Alindao. Les militaires ont tué onze combattants de l'UPC, tandis que l'UPC a tué trois soldats.

7 décembre 2020 – Ville de Bambari (préfecture de la Ouaka)
L'armée a affronté des membres de l'UPC à Bambari, tuant une dizaine de rebelles.

29-30 avril 2021 – Village de Pavika (préfecture de la Basse-Kotto)
Des éléments de l'UPC ont attaqué le village de Pavika, tuant onze civils.

15-16 mai 2021 – Groupement de Boyo (préfecture de la Ouaka)
Des membres de l'UPC affiliés à la CPC ont affronté des paramilitaires du groupe Wagner, faisant environ vingt morts, dont plusieurs civils.

23 août 2021 – Villages de Bossaarou et de Sanguere Tourwa (préfecture de l'Ouham-Pendé)
Des paramilitaires de Wagner ont attaqué les villages de Bossaarou et de Sanguere Tourwa, tuant dix-sept éleveurs peul et six agriculteurs chrétiens.

6-13 décembre 2021 – Groupement de Boyo (préfecture de la Ouaka)
Des paramilitaires de Wagner et des milices pro-gouvernementales ont attaqué les villages de Boyo, suspectés d'abriter des éléments de l'UPC, exécutant au moins vingt personnes et incendiant et pillant des centaines de maisons.

14 janvier 2022 – Ville d'Ippy (préfecture de la Ouaka)
Des miliciens de l'UPC affiliés à la CPC ont tendu une embuscade à un groupe anti-balaka pro-gouvernemental près d'Ippy, en tuant environ dix.

2 février 2022 – Village de Komayo (préfecture de la Ouaka)
En représailles à une attaque contre des civils, des membres de l'UPC affiliés à la CPC ont attaqué des miliciens anti-balaka pro-gouvernementaux à Komayo, faisant douze morts.

7 mai 2023 – Ville de Mboki (préfecture de Haut-Mbomou)
Après la disparition d'un berger peul, des combattants du groupe Azande Ani Kpi Gbe (AAKG) ont affronté des membres de l'UPC affiliés à la CPC à Mboki, faisant au moins dix-neuf morts.

20 juin 2023 – Ville de Mboki (préfecture du Haut-Mbomou)
Des combattants de l'AAKG ont affronté des membres de l'UPC à Mboki, causant la mort d'au moins 40 personnes.

8 août 2023 – Axe Obo-Mboki (préfecture du Haut-Mbomou)
Des rebelles de l'UPC ont attaqué des miliciens du groupe AAKG, tuant huit personnes, dont six civils.

8 janvier 2024 – Ville de Kabo (préfecture de l'Ouham)
Des combattants de l'UPC affiliés à la CPC et des soldats de l'armée se sont affrontés à Kabo. Les militaires ont tué quinze rebelles, tandis que l'UPC a tué quatre soldats et blessé dix civils.

28 janvier 2025 – Village de Nzoroh (préfecture de l'Ouham-Pendé)
Des combattants du groupe 3R ont attaqué le village de Nzoroh, tuant neuf personnes et incendiant plus de 700 maisons.

15 février 2025 – Région de Bozoum (préfecture de l'Ouham-Pendé)
Des miliciens anti-balaka venus de plusieurs villages ont attaqué un campement d'éleveurs peul, massacrant près de 50 civils, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées, selon des sources locales.

Annexe D : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 80 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Frank Giustra, Président-directeur général du groupe Fiore et Fondateur de la fondation Radcliffe, ainsi que par Susana Malcorra, ancienne Ministre des affaires étrangères de l'Argentine et cheffe de cabinet du Secrétaire général des Nations Unies.

Comfort Ero a été nommée présidente et directrice générale de Crisis Group en décembre 2021. Elle a d'abord rejoint l'organisation en tant que directrice du projet Afrique de l'Ouest en 2001, avant de devenir en 2011 directrice du programme Afrique, puis vice-présidente par intérim. Au sortir de son premier mandat au sein de Crisis Group, elle a travaillé au Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ) et pour le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies au Libéria.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Addis-Abeba, Bahreïn, Bakou, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Kyiv, Manille, Mexico, Moscou, Séoul, Tbilisi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations et de donateurs privés. Les idées, opinions et commentaires exprimés par Crisis Group sont propres à l'organisation et ne reflètent pas ceux de ses donateurs. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires mondiales Canada, Agence française de développement, Agence autrichienne pour le développement, Agence Japonaise de Coopération Internationale, Banque Mondiale, Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Complex Risk Analytics Fund (CRAF'd), Département des Affaires étrangères d'Irlande, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, la Commission européenne (DG INTPAet Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne), Ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, Ministère danois des Affaires étrangères, Ministère des Affaires étrangères du Qatar, Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère finlandais des affaires étrangères, Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes, Ministère néerlandais des Affaires étrangères, Ministère norvégien des Affaires étrangères, Ministère slovène des Affaires étrangères, Ministère suédois des Affaires étrangères, Ministère des Affaires étrangères de la Principauté du Liechtenstein, Organisation japonaise du commerce extérieur, et le Programme alimentaire mondial.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations et organisations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Friedrich Ebert Stiftung, Global Challenges Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, National Endowment for Democracy, Open Society Foundations, The David and Lucile Packard Foundation, Ploughshares Fund, Pivotal Foundation Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, Stand Together Trust, Stiftung Mercator, et Wellspring Philanthropic Fund.

Mai 2025

Annexe E : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2022

Rapports et Briefings Spéciaux

7 Priorities for the G7: Managing the Global Fallout of Russia's War on Ukraine, Briefing spécial N°7, 22 juin 2022.

Ten Challenges for the UN in 2022-2023, Briefing spécial N°8, 14 septembre 2022.

Seven Priorities for Preserving the OSCE in a Time of War, Briefing spécial N°9, 29 novembre 2022.

Seven Priorities for the G7 in 2023, Briefing spécial N°10, 15 mai 2023.

Dix défis pour les Nations unies en 2023-2024, Briefing spécial N°11, 14 septembre 2023 (aussi disponible en anglais).

Dix défis pour les Nations unies en 2024-2025, Briefing spécial N°12, 10 septembre 2024 (aussi disponible en anglais).

Afrique

Huit priorités pour l'Union africaine en 2022, Briefing Afrique N°177, 1er février 2022 (aussi disponible en anglais).

Huit priorités pour l'Union africaine en 2023, Briefing Afrique N°186, 14 février 2023 (aussi disponible en anglais).

Huit priorités pour l'Union africaine en 2024, Briefing Afrique N°195, 14 février 2024 (seulement disponible en anglais).

Huit priorités pour l'Union africaine en 2025, Briefing Afrique N°205, 6 février 2025 (aussi disponible en anglais).

Afrique australe

Winning Peace in Mozambique's Embattled North, Briefing Afrique N°178, 10 février 2022.

Afrique centrale

Militantes, victimes, œuvrant pour la paix : les femmes dans le conflit anglophone au Cameroun, Rapport Afrique N°307, 23 février 2022 (aussi disponible en anglais).

Apaiser les Tensions dans l'Est de la RD Congo et les Grands Lacs, Briefing Afrique N°181, 25 mai 2022 (aussi disponible en anglais).

Transition au Tchad : apaiser les tensions en ligne, Briefing Afrique N°183, 13 décembre 2022 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : réexaminer le « Statut spécial » des régions anglophones, Briefing Afrique N°188, 31 mars 2023 (aussi disponible en anglais).

Le rôle croissant du Rwanda en République centrafricaine, Briefing Afrique N°191, 7 juillet 2023 (aussi disponible en anglais).

Élections en RD Congo : limiter les risques de violence, Rapport Afrique N°312, 30 octobre 2023 (aussi disponible en anglais).

Tchad : rompre le cycle des violences agropastorales, Briefing Afrique N°199, 23 août 2024 (aussi disponible en anglais).

Tchad : limiter l'impact de la guerre au Soudan dans le Ouaddaï, Briefing Afrique de Crisis Group N°202, 14 novembre 2024 (aussi disponible en anglais).

Afrique de l'Ouest

After Shekau: Confronting Jihadists in Nigeria's North East, Briefing Afrique N°180, 29 mars 2022 (aussi disponible en anglais).

Managing Vigilantism in Nigeria: A Near-term Necessity, Rapport Afrique N°308, 21 avril 2022.

Contenir l'insurrection jihadiste dans le Parc W en Afrique de l'Ouest, Rapport Afrique N°310, 26 janvier 2023 (aussi disponible en anglais).

Mitigating Risks of Violence in Nigeria's 2023 Elections, Rapport Afrique N°311, 10 février 2023.

Empêcher les jihadistes de pénétrer dans le nord de la Côte d'Ivoire, Briefing Afrique N°192, 11 août 2023 (aussi disponible en anglais).

JAS vs. ISWAP: The War of the Boko Haram Splinters, Africa Briefing N°196, 28 mars 2024 (seulement disponible en anglais).

Restoring Nigeria's Leadership for Regional Peace and Security, Briefing Afrique N°203, 11 décembre 2024 (seulement disponible en anglais).

Afrique Sahel

Mali : éviter le piège de l'isolement, Briefing Afrique N°185, 9 février 2023 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : armer les civils au prix de la cohésion sociale ?, Rapport Afrique N°313, 15 décembre 2023 (aussi disponible en anglais).

Nord du Mali : revenir au dialogue, Rapport Afrique N°314, 20 février 2024.

Etre femme à Abala : patriarcat, jihadisme et carences de l'Etat au Niger, Briefing Afrique N°200, 29 août 2024 (aussi disponible en anglais).

Le tournant souverainiste au Mali : ajuster la trajectoire, Rapport Afrique N°315, 3 décembre 2024 (aussie disponible en anglais et en russe).

Corne de l'Afrique

South Sudan's Splintered Opposition: Preventing More Conflict, Briefing Afrique N°179, 25 février 2022.

Kenya's 2022 Election: High Stakes, Briefing Afrique N°182, 9 juin 2022.

Considering Political Engagement with Al-Shabaab in Somalia, Rapport Afrique N°309, 21 juin 2022.

Sustaining Gains in Somalia's Offensive against Al-Shabaab, Briefing Afrique N°187, 21 mars 2023.

Absorbing Climate Shocks and Easing Conflict in Kenya's Rift Valley, Briefing Afrique N°189, 20 avril 2023.

A Race against Time to Halt Sudan's Collapse, Briefing Afrique N°190, 22 juin 2023.

Avoiding a New Cycle of Conflict in Somalia's Galmudug State, Briefing Afrique N°193, 25 septembre 2023.

Ethiopia's Ominous New War in Amhara, Briefing Afrique N°194, 16 novembre 2023.

Halting the Catastrophic Battle for Sudan's El Fasher, Briefing Afrique N°198, 24 juin 2024.

The Islamic State in Somalia: Responding to an Evolving Threat, Briefing Afrique N°201, 12 septembre 2024.

Fighting Climate Change in Somalia's Conflict Zones, Rapport Afrique N°316, 10 décembre 2024.

Sudan's Calamitous War: Finding a Path toward Peace, Africa Briefing N°204, 21 January 2025.

Annexe F : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Comfort Ero
Ancienne vice-présidente par intérim de Crisis Group et ancienne directrice du programme Afrique

COPRÉSIDENTS

Frank Giustra
Président-directeur général, Fiore Group

Susana Malcorra
Ancienne ministre des Affaires étrangères d'Argentine

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola
Fondateur et président, FATE Foundation

Abdulaziz Al Sager
Fondateur et président du Gulf Research Center et président de Sager Group Holding

Hushang Ansary
Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Gérard Araud
Ancien ambassadeur de France aux États-Unis

Zeinab Badawi
Présidente, SOAS Université de Londres

Carl Bildt
Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Sandra Breka
Directrice générale de Robert Bosch Stiftung

Maria Livanos Cattaui
Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Ahmed Charai
Président-directeur général de Global Media Holding et éditeur de l'hebdomadaire marocain L'Observateur

Nathalie Delapalme
Directrice exécutive et membre du conseil de la fondation Mo Ibrahim

María Fernanda Espinosa
Ancienne présidente de la 73ème session de l'Assemblée générale des Nations unies

Miriam Coronel-Ferrer
Ancienne conseillère principale en médiation aux Nations unies

Sigmar Gabriel
Ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand

Fatima Gailani
Présidente du Afghanistan Future Thought Forum et ancienne présidente de la Société du Croissant-Rouge afghan

Julius Gaudio
Directeur général, D. E. Shaw & Co., L.P.

Pekka Haavisto
Membre du Parlement et ancien Ministre des Affaires étrangères de Finlande

Stephen Heintz
Président et directeur général, Rockefeller Brothers Fund

Rima Khalaf-Hunaidi
Ancienne sous-secrétaire générale des Nations unies et secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

Hu Shuli
Rédactrice en chef de Caixin Media ; professeure à l'université Sun Yat-sen

Mo Ibrahim
Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Mahamadou Issoufou
Ancien président du Niger

Kyung-wha Kang
Ancienne ministre des Affaires étrangères de la République de Corée

Wadah Khanfar
Cofondateur, forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Nasser al-Kidwa
Président de la fondation Yasser Arafat ; ancien médiateur adjoint de l'ONU sur la Syrie

Bert Koenders
Ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères et sous-secrétaire général des Nations Unies

Andrey Kortunov
Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev
Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Nancy Lindborg
Présidente et directrice générale, Packard Foundation

Tzipi Livni
Ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre d'Israël

Helge Lund
Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Lord (Mark) Malloch-Brown
Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

William H. McRaven
Amiral retraité de la marine américaine ayant servi comme 9ème commandant du commandement des opérations spéciales américaines

Shivshankar Menon
Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh
Directeur du programme sur le droit international et les conflits armés de la faculté de droit de Harvard

Saad Mohseni
Président et directeur général de MOBY Group

Nadia Murad
Fondatrice et présidente de Nadia's Initiative

Ayo Obe
Présidente du conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

Lubna Olayan
Présidente du Comité exécutif et présidente adjointe de Olayan Financing Company (OFC)

Meghan O'Sullivan
Ancienne conseillère U.S. adjointe pour la sécurité nationale en Iraq et en Afghanistan

Kerry Propper
Associé directeur d'ATW Partners; Fondateur et président de Chardan Capital

Ahmed Rashid
Auteur et journaliste spécialiste de la politique extérieure, Pakistan

Nirupama Rao
Ancienne ministre des Affaires étrangères de l'Inde et ancienne ambassadrice de l'Inde en Chine et aux États-Unis

Juan Manuel Santos Calderón
Ancien président de la Colombie ; Lauréat du Prix Nobel de la paix 2016

Ine Eriksen Søreide
Ancien ministre norvégien des Affaires étrangères, ancien ministre de la Défense et président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense

Alexander Soros
Membre, Open Society Foundations

George Soros
Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Darian Swig
Fondatrice et présidente, Article 3 Advisors; Co-fondatrice et présidente du conseil d'administration, Article3.org

CONSEIL MONDIAL DES ENTREPRISES

Un cercle distingué de soutiens de Crisis Group, composé de cadres supérieurs et d'entreprises du secteur privé.

Leaders mondiaux

Aris Mining

Shearman & Sterling LLP

White & Case LLP

Partenaires mondiaux

(2) Donateur anonyme

APCO Worldwide Inc.

BP

Chevron

Eni

Equinor

GardaWorld

Sempra Energy

TotalEnergies

CRISIS GROUP EMERITES

Mort Abramowitz – Fondateur et président émérite

George Mitchell – Président émérite

Gareth Evans – Président émérite

Lord (Mark) Malloch-Brown – Fondateur et président émérite

Thomas R. Pickering – Président émérite